



# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Juin 2020

## DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE — COMMUNIQUÉ DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ; ET DÉCLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LA MAURITANIE

Dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration du président du conseil d'administration.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI pour être soumis à l'examen du conseil d'administration le 3 avril 2020. Ce rapport a été établi à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 14 avril 2020 avec les autorités mauritaniennes sur l'évolution et la politique économiques du pays sous-tendant l'accord conclu avec le FMI au titre de la facilité de crédit rapide. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 17 avril 2020.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de l'Association internationale de développement.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour la République islamique de Mauritanie.

Les documents ci-après ont été ou seront diffusés séparément.

Lettre d'intention adressée par les autorités mauritaniennes au FMI\*

\* Figure aussi dans le rapport des services du FMI

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services  
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090  
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>  
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international**  
**Washington**



## Le conseil d'administration du FMI approuve un décaissement de 130 millions de dollars en faveur de la République islamique de Mauritanie pour faire face à la pandémie de COVID-19

### POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

- Le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement de 130 millions de dollars (95,680 millions de DTS) au titre de la facilité de crédit rapide pour aider la Mauritanie à faire face à la pandémie de COVID-19.
- Les retombées sociales et économiques de la pandémie se font rapidement sentir et la production devrait se contracter en 2020.
- L'aide d'urgence apportée par le FMI fournira des ressources supplémentaires pour les services de santé et les programmes de protection sociale.

**Washington, le 23 avril 2020.** Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé aujourd'hui le décaissement de 95,680 millions de DTS (soit environ 130 millions de dollars) au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Ces fonds aideront la Mauritanie à faire face aux besoins urgents de financement de la balance des paiements qui découlent de la crise de COVID-19, estimés à quelque 370 millions de dollars, et dégageront ainsi une marge pour accroître les dépenses au bénéfice des services de santé et des programmes de protection sociale. Ils devraient aussi aider à catalyser une aide supplémentaire de la part des bailleurs de fonds.

Les retombées économiques et sociales de la crise devraient être considérables en Mauritanie. Selon les projections actuelles, l'économie se contractera de 2 % cette année et le déficit budgétaire global pourrait atteindre 3,4 % du PIB.

À l'issue des débats du conseil d'administration, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim, a prononcé la déclaration ci-après :

« La pandémie de COVID-19 a des retombées humaines, économiques et sociales dramatiques en Mauritanie. Les perspectives économiques à court terme se sont dégradées rapidement, le taux de croissance devrait devenir négatif cette année, entraînant de graves difficultés pour la population, et les perspectives sont très incertaines. Ces développements ont fait naître des besoins de financement urgents de la balance des paiements et du budget.

« Les autorités ont rapidement pris des mesures pour endiguer la pandémie et atténuer ses répercussions. Pour la suite, il demeure essentiel de donner la priorité aux dépenses de santé et à un appui ciblé aux ménages et aux secteurs économiques les plus vulnérables. Les autorités se sont engagées à une pleine transparence et à rendre compte de l'utilisation des ressources déployées pour faire face à l'urgence, à auditer les dépenses d'atténuation de la crise une fois que celle-ci se résorbera, et à en publier les résultats. Elles restent également déterminées à mettre en œuvre le programme de réformes économiques appuyé par l'accord

en vigueur avec le FMI au titre de la FEC. Ce programme vise à utiliser l'espace budgétaire pour accroître les dépenses prioritaires dans l'éducation, la santé, la protection sociale et les infrastructures, tout en augmentant les recettes intérieures et en poursuivant une politique d'emprunt prudente afin de préserver la viabilité de la dette.

« L'aide financière du FMI au titre de la FCR représentera une part significative des financements nécessaires pour mettre en œuvre les mesures de lutte contre la crise. Un financement supplémentaire de la part de la communauté internationale, sous forme de prêts concessionnels et de dons, sera indispensable pour combler le déficit de financement restant et aider la Mauritanie à répondre efficacement à la crise de COVID-19. »



## RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

### DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE

17 avril 2020

#### RÉSUMÉ

**Évolution et perspectives.** La pandémie de COVID-19 a de dramatiques conséquences humaines, économiques et sociales pour la Mauritanie. Les perspectives économiques à court terme se sont rapidement dégradées en raison de la brusque détérioration de la conjoncture mondiale et de l'impact des mesures d'endiguement nationales.

L'économie devrait se contracter cette année, ce qui entraînerait de graves difficultés pour la population. Les risques sont orientés à la baisse, compte tenu des possibilités d'une épidémie de COVID-19 de plus grande ampleur dans le pays et dans le monde, d'un déclin économique beaucoup plus prononcé cette année et d'une reprise plus graduelle par la suite.

**Demande des autorités.** L'impact humanitaire et économique de la pandémie a provoqué des besoins immédiats de financement de la balance des paiements et du budget. Les autorités ont sollicité une aide financière au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), d'un montant de 95,68 millions de DTS (environ 130 millions de dollars ou 74,3 % de la quote-part, dans les limites du plafond d'accès annuel au fonds fiduciaire RPC). Cette aide devrait être fournie sous forme d'appui budgétaire.

**Accord en cours au titre de la FEC :** La quatrième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) a été achevée le 11 décembre 2019. La mission relative à la cinquième revue, qui s'est terminée au début du mois de mars, a estimé que les résultats obtenus dans le cadre du programme ont été globalement satisfaisants. Depuis lors toutefois, la situation s'est considérablement détériorée. Face à l'ampleur du choc, des mesures immédiates d'atténuation s'imposent et l'achèvement de la revue est impossible pour le moment. Les autorités ont réitéré leur attachement aux politiques et aux réformes contenues dans le programme FEC et considèrent la FCR comme une transition jusqu'à la reprise de la revue de l'accord FEC.

**Priorités.** Continuer les mesures essentielles d'endiguement et l'appui aux systèmes de santé. Protéger les personnes et les entreprises touchées au moyen de mesures budgétaires et financières appropriées, opportunes et ciblées. Réduire les tensions sur

le secteur financier. Rendre compte en toute transparence de l'utilisation des ressources d'urgence et vérifier une série de dépenses consacrées à l'atténuation de la crise.

**Évaluation par les services du FMI.** Les services du FMI souscrivent à la demande des autorités d'un décaissement au titre de la FCR, compte tenu du besoin immédiat de financement de la balance des paiements, sous forme d'appui budgétaire. Malgré un risque élevé de surendettement, la dette publique reste viable et la capacité à rembourser le FMI est satisfaisante. Toutefois, dans la mesure où le FMI ne couvrira qu'un tiers environ du déficit de financement, les autorités devront rechercher des financements supplémentaires considérables auprès d'autres donateurs.

Approuvé par  
**Taline Koranchelian et**  
**Ashvin Ahuja**

Les entretiens se sont déroulés à distance du 9 au 14 avril 2020, avec le gouverneur de la banque centrale, Cheikh El Kebir Moulaye Taher, le ministre des Finances, Mohamed-Lemine Dhehby, et le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Abdel Aziz Dahi. L'équipe du FMI était composée de : Eric Mottu (chef), Jean van Houtte, Imen Ben Mohamed, Joseph Karangwa (tous du département du Moyen orient et Asie centrale), Babacar Sarr (du département des finances publiques), et Eric Pondi Endengle (du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation). MM. Mohamed-Lemine Raghani et Mohamed Sidi Bouna (tous deux des bureaux des administrateurs) ont assisté aux réunions sur les politiques économiques. Mme Maaloum Braham et Mme Abdulkarim ont apporté leur concours en matière de recherche ; Mme Cruz, Mme El Kawkabi et M. Kane ont assuré le soutien administratif.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>IMPACT DE LA PANDÉMIE, PERSPECTIVES ET RISQUES</b>	<b>4</b>
<b>ENTRETIENS</b>	<b>7</b>
<b>APPUI DU FMI ET CAPACITÉ À REMBOURSER L'INSTITUTION</b>	<b>10</b>
<b>ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI</b>	<b>13</b>
<b>ENCADRÉ</b>	
<b>1. Comptes nationaux révisés</b>	<b>12</b>
<b>TABLEAUX</b>	
1. Cadre macroéconomique, 2016–25	15
2. Balance des paiements, 2016–25	16
3a. Opérations de l'administration centrale, 2016–25	17
3b. Opérations de l'administration centrale, 2016–25	18
4. Situation monétaire, 2016–22	19
5. Indicateurs de solidité bancaire, 2010–19	20
6. Besoins et sources de financement extérieur, 2016–22	21
7. Capacité à rembourser le FMI, 2020–34	22
8. Matrice d'évaluation du risque	23
<b>APPENDICE</b>	
I. Lettre d'intention	25

## CONTEXTE

**1. Les résultats économiques étaient solides avant la pandémie ; les autorités mettaient en œuvre des politiques prudentes et faisaient avancer les réformes, nonobstant un certain nombre de retards.** La croissance a accéléré jusqu'à près de 6 % en 2019, portée par le dynamisme de l'activité dans les secteurs extractif et hors secteur extractif et par les termes de l'échange favorables. L'inflation est restée faible avec une moyenne annuelle de 2,5 % en mars. Les réserves de change ont atteint 1.136 millions de dollars à fin décembre (environ 5,3 mois d'importations non extractives), en hausse par rapport à 918 millions de dollars un an plus tôt. Le budget s'est soldé par un excédent primaire considérable de 1,7 % du PIB hors secteur extractif (hors dons) et le ratio de la dette publique extérieure au PIB a en conséquence diminué de 2 points de pourcentage, à 49 % du PIB<sup>1</sup>.

**2. La Mauritanie a un accord en cours au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), approuvé le 6 décembre 2017, avec un niveau d'accès de 90 % de la quote-part.** La quatrième revue de l'accord au titre de la FEC a été achevée le 11 décembre 2019. Selon la mission relative à la cinquième revue, qui s'est terminée au début du mois de mars — avant la détérioration des perspectives mondiales due à la pandémie et aux mesures d'endiguement prises par les autorités — a estimé que le programme était globalement en bonne voie. Il prévoyait le recours à l'espace budgétaire pour accroître les dépenses sociales prioritaires (éducation, santé et protection sociale) et les dépenses d'infrastructures, tout en maintenant de prudentes politiques budgétaires et d'emprunt afin de préserver la viabilité de la dette.

**3. Depuis lors, toutefois, la situation a radicalement changé et les autorités ont sollicité une aide financière au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) pour répondre aux besoins immédiats de financement de la balance des paiements et du budget, provoqués par la pandémie de COVID-19.** Face à l'ampleur du choc, des mesures immédiates d'atténuation s'imposent et l'achèvement de la revue est impossible pour le moment. Les autorités ont réitéré leur attachement aux réformes et aux politiques prévues dans le programme FEC et considèrent la FCR comme une transition jusqu'à la reprise de la revue de l'accord FEC.

## IMPACT DE LA PANDÉMIE, PERSPECTIVES ET RISQUES

**4. Afin de prévenir la propagation du coronavirus, les autorités ont pris des mesures draconiennes pour limiter le déplacement des personnes.** Au 14 avril, 7 cas de COVID-19 étaient confirmés en Mauritanie, avec 1 décès et 2 guérisons ; plus de 1 000 personnes avaient été placées en quarantaine. À la fin du mois de février, les autorités ont commencé à mettre en œuvre, en consultation avec l'OMS et d'autres partenaires de développement, leur plan de

<sup>1</sup> Les autorités ont réévalué le PIB de 2018 de 35 % à la suite de changements méthodologiques et de l'élargissement de la couverture des activités informelles, voir encadré 1.



prévention et de riposte, qui comporte des contrôles de santé/sécurité, la préparation des hôpitaux, et l'approvisionnement en médicaments et en équipements de soins de santé. Au milieu du mois de mars, les autorités ont suspendu tous les vols commerciaux, fermé tous les postes-frontières (sauf pour les biens essentiels), imposé un strict couvre-feu nocturne, fermé les écoles et les universités, interdit les grands rassemblements, et fermé les activités non essentielles. À la fin du mois de mars, elles ont fermé tous les magasins, interdit les déplacements d'une région à l'autre et placé une ville du sud-est en confinement total. Au-delà des mesures préventives, des efforts supplémentaires seront indispensables pour enrayer la propagation d'une éventuelle flambée du virus et nécessiteront des équipements appropriés, la mobilisation du personnel soignant et l'extension des services de santé aux régions isolées, ce qui met à rude épreuve un système sanitaire déjà fragile. Les autorités ont également commencé à consacrer des dépenses supplémentaires considérables à la sécurité et à la logistique pour faire respecter les mesures d'endiguement et sécuriser les frontières et pour constituer des stocks de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels ; 20 000 ménages vulnérables ont déjà bénéficié de la distribution alimentaire.

#### **5. La pandémie a provoqué des besoins immédiats de financement de la balance des paiements et du budget :**

- **L'économie devrait se contracter cette année.** Les perspectives économiques mondiales se sont considérablement détériorées et devraient entraîner une diminution de la production du secteur extractif, tandis que les mesures d'endiguement imposeront à nombre d'activités et de secteurs économiques du pays un arrêt virtuel de plusieurs mois, avec des répercussions sur d'autres secteurs ; ces pertes de production, ainsi qu'une baisse de l'IDE, pourraient conduire, selon les estimations, à une contraction du PIB global de 2,0 % dans le meilleur des cas en 2020, contre une estimation de croissance de 6,3 % avant la pandémie.
- **La balance des paiements sera gravement touchée** à travers la baisse des exportations de produits de base et de produits de la pêche, malgré la résilience des cours mondiaux du minerai de fer jusqu'à présent. Même si, avec la réduction de l'activité, les perturbations commerciales et la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, les importations (notamment de pétrole, d'équipements et de matériel de construction) risquent de diminuer, cette baisse sera en partie compensée par des importations de produits pharmaceutiques, d'équipements de santé et de denrées alimentaires pour prévenir les pénuries. Les exportations du secteur extractif souffriront de l'insuffisance d'équipements et de personnel et les travaux relatifs au projet de gisement gazier en haute mer seront probablement retardés. Nombre de ces effets se font déjà sentir et le besoin de financement extérieur qui en résulte devrait être de l'ordre de 368 millions de dollars (5,0 % du PIB ou 1,7 mois d'importations hors secteur extractif).
- **Le budget sera sérieusement grevé** par les dépenses supplémentaires consacrées à la santé, aux fournitures médicales, à la protection sociale, au soutien aux PME, aux stocks de denrées alimentaires et à la sécurité pour lutter contre la pandémie (estimées à environ 210 millions de dollars ou 3,2 % du PIB hors secteur extractif, avec la possibilité d'une hausse ultérieure des besoins) et par la perte de recettes fiscales de l'ordre de 3 % du PIB hors

secteur extractif liée au repli de l'activité économique, à une détérioration de l'observance fiscale, aux restrictions sur le travail des régies des recettes et des banques et aux mesures d'allègement fiscal (voir ci-dessous). Après des réductions des dépenses non prioritaires de 1,2 % du PIB hors secteur extractif et l'accroissement prévu des gains sur le différentiel des prix des carburants intérieurs de 0,8 % du PIB hors secteur extractif<sup>2</sup>, la position budgétaire devrait passer d'un excédent primaire préalablement prévu de 0,8 % du PIB hors secteur extractif (hors dons) à un déficit primaire de 3,2 %, ce qui entraînera un déficit de financement budgétaire de l'ordre de 5,2 % du PIB hors secteur extractif (323 millions de dollars, 4,4 % du PIB global).

**6. Les risques sont orientés à la baisse, compte tenu des risques pesant sur la conjoncture mondiale et régionale et ses effets incertains sur la Mauritanie** (tableau 8). Ces risques sont notamment une prolongation de l'épidémie de COVID-19 dans le monde qui pourrait réduire l'offre et la demande mondiales, faire baisser davantage les prix des exportations de produits de base, et perturber les importations essentielles. Sur le plan national, une prolongation de l'épidémie intensifierait et prolongerait les souffrances humaines et les perturbations économiques et sociales, entraînerait une hausse des coûts budgétaires et aurait sur l'économie et les recettes budgétaires un retentissement plus fort que celui estimé actuellement. Les gains budgétaires escomptés du différentiel des prix intérieurs des carburants pourraient ne pas se concrétiser, et le déficit budgétaire se creuserait si la consommation de pétrole diminuait plus que prévu ou si les pressions exercées pour réduire les prix intérieurs des carburants aboutissaient. Ces risques s'ajouteraient à ceux liés à la situation sécuritaire déjà fragile au Sahel. La mise en valeur du gisement gazier en haute mer et d'autres grands projets d'investissement pourrait être retardée davantage (les premiers flux de gaz sont déjà censés être retardés d'un an, à 2023). Afin d'atténuer ces risques, les plans d'urgence prévoient un accroissement de l'aide des donateurs et une éventuelle augmentation de l'accord FEC existant (sous réserve des limites applicables au fonds fiduciaire RPC), en complément d'une accélération des réformes et des ajustements structurels. Si le financement des donateurs s'avère insuffisant, il faudra envisager de redéfinir les priorités des dépenses supplémentaires dans les domaines qui nuiront le moins à la prévention de l'épidémie, notamment en continuant de différer les dépenses de biens et services ou les dépenses en capital non prioritaires, tout en sauvegardant les dépenses qui bénéficient aux plus défavorisés.

<sup>2</sup> Compte tenu de la politique de longue date des autorités qui consiste à maintenir les prix intérieurs fixes au-dessus des prix internationaux après impôts, le budget bénéficiera du différentiel entre les prix intérieurs et les prix d'importation du pétrole (comptabilisé comme recette non fiscale). Les autorités ne prévoient pas de réduire les prix intérieurs des carburants et tous les gains sur les différentiels de prix iront au budget, compensant ainsi en partie les recettes fiscales perdues par ailleurs.

## Mauritanie : Principaux indicateurs économiques, 2018–23

	2018	2019	2020		2021	2022	2023	
			4ème rev.	03/10/20	Proj.	Proj.		
(variation annuelle en pourcentage; sauf indication contraire)								
<b>Comptes nationaux et prix</b>								
PIB réel	2.1	5.9	6.3	3.7	-2.0	4.2	4.6	6.4
PIB réel extractif	-9.5	27.2	10.2	6.3	-1.4	9.1	8.7	18.9
PIB réel n	3.5	3.6	5.8	3.2	-2.1	3.3	3.8	4.1
Prix à la consommation (en fin de période)	3.2	2.7	4.0	4.0	5.0	4.0	4.0	4.0
(En pourcentage du PIB hors industries extractives; sauf indication contraire)								
<b>Opérations de l'administration centrale</b>								
Recettes et dons	25.0	24.3	22.2	22.8	21.6	22.7	23.3	23.9
Hors industries extractives	21.0	20.5	19.9	20.3	19.4	20.6	21.0	21.2
Impôts et taxes	15.5	14.9	15.4	15.5	13.8	15.5	15.7	15.8
Secteur extractif	3.5	1.9	1.6	1.7	1.6	1.6	1.9	2.4
Dépenses et prêts nets	22.3	21.8	21.9	22.4	25.6	23.5	23.4	24.0
Dont: dépenses courantes	14.3	13.7	14.0	14.3	17.9	15.0	14.8	14.8
dépenses d'investissement	8.0	8.3	7.9	8.1	7.7	8.5	8.6	9.3
Solde primaire (hors dons)	3.5	1.7	0.8	0.8	-3.2	0.0	0.8	0.8
Solde global (en % du PIB)	2.5	2.1	0.3	0.3	-3.4	-0.7	-0.1	-0.1
Dette du secteur public (en % du PIB)	61.4	58.5	58.4	60.1	67.8	68.0	66.8	63.7
<b>Secteur extérieur</b>								
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-13.8	-10.6	-15.3	-15.3	-17.3	-17.4	-14.2	-6.8
Hors importations d'équipement extractif financées su	-8.6	-3.6	-8.5	-8.6	-12.1	-11.6	-9.6	-5.5
Réserves officielles brutes (en millions de dollars, eop)	918	1,136	1,181	1,219	1,136	1,123	1,178	1,185
En mois d'importations prospectives non-extractives	4.4	5.3	5.6	5.3	5.2	5.0	5.0	5.2
Dette publique extérieure (en millions de dollars)	3,614	3,740	3,913	3,947	4,269	4,387	4,490	4,570
en % du PIB	51.3	49.2	49.0	50.5	57.6	57.3	56.2	53.4

Sources : autorités mauritaniennes; estimations et projections des services du FMI.

## ENTRETIENS

**7. Un large consensus s'est dégagé sur les priorités dans le contexte actuel.** Les services du FMI et les autorités ont examiné les moyens de i) maintenir les mesures essentielles d'endiguement et d'appui aux systèmes de santé ; ii) protéger les personnes et les entreprises touchées au moyen de mesures budgétaires et financières appropriées, opportunes et ciblées ; et iii) réduire les tensions sur le secteur financier. Il a en outre été convenu de prévoir une phase de reprise pour réduire au minimum les séquelles éventuelles de la crise sur le capital humain et physique ; il s'agira notamment de reprendre rapidement les travaux sur les projets sociaux et d'infrastructures essentiels (tels que l'élargissement des dispositifs de protection sociale à l'ensemble du territoire, les réformes de l'enseignement public, et les projets dans les secteurs de l'énergie, de l'irrigation et des routes), ainsi que les autres réformes structurelles prévues dans le cadre du programme appuyé par la FEC.

**8. Les entretiens ont porté principalement sur les politiques nécessaires pour remédier aux répercussions humaines, économiques et sociales de la pandémie.** Comme déjà mentionné, les autorités ont déployé un plan de préparation sanitaire pour prévenir et lutter contre la pandémie. Afin d'atténuer l'impact économique et social, elles ont mis en place un

fonds spécial d'assistance sociale (ouvert au financement privé) pour acquérir les fournitures médicales d'urgence, venir en aide à 30 000 ménages vulnérables (environ 14 millions de dollars, conforme au programme existant de transferts monétaires appuyé par la Banque mondiale), et exonérer de taxes et d'impôts un certain nombre de biens essentiels et de PME (la contribution de l'État à ce fonds jusqu'à présent est d'environ 67 millions de dollars, 1 % du PIB hors secteur extractif). Les autorités ont en outre programmé des dépenses supplémentaires de l'ordre de 143 millions de dollars (2,2 % du PIB hors secteur extractif) pour la santé (40 millions de dollars), l'appui direct à la production agricole (53 millions de dollars), le soutien direct aux PME (18 millions de dollars), et la constitution de stocks de denrées alimentaires essentielles (32 millions de dollars) ; elles sont prêtes à prendre d'autres mesures sociales si la situation changeante se détériore. La banque centrale (BCM) a assoupli sa politique monétaire en abaissant le ratio des réserves obligatoires des banques de 7 à 5 % et son taux directeur de 6,5 à 5 % pour atténuer le resserrement de la liquidité après la baisse des recettes du secteur de la pêche.

**9. Les autorités ont sollicité un appui financier auprès de la communauté internationale et une aide du FMI au titre de la FCR.** Elles ont cherché à obtenir un financement d'urgence auprès des donateurs bilatéraux et multilatéraux, notamment la Banque mondiale, l'Union européenne et la Banque africaine de développement. Les services du FMI les ont encouragées à solliciter d'urgence un financement (sous forme de dons et de prêts concessionnels) auprès des donateurs pour combler les déficits de financement de la balance des paiements et du budget qui subsistent et alléger le fardeau de l'ajustement.

**10. Les services du FMI et les autorités sont convenus qu'il convient d'allouer des ressources suffisantes aux services fondamentaux de santé, d'urgence et de protection sociale,** ainsi qu'à la communication sur le risque, la mobilisation de la population, la surveillance et le dépistage des cas, la prévention et la maîtrise de l'infection et les tests, tout en établissant de nouvelles priorités pour les dépenses non essentielles. Les autorités ont souligné leur volonté d'accélérer le déploiement du programme de transferts monétaires ciblé sur les ménages vulnérables à l'ensemble du territoire, d'étendre les programmes existants de distribution alimentaire et de continuer de solliciter des contributions auprès des segments aisés de la population, en signe de solidarité. Elles se sont engagées à utiliser avec la plus grande transparence les ressources allouées à la riposte d'urgence, à assurer que toutes les dépenses passent par le budget (y compris le fonds d'assistance sociale), et à suivre, comptabiliser et rendre compte en toute transparence. Afin de décourager une mauvaise utilisation des fonds alloués à l'atténuation de la crise et de contribuer à mobiliser des ressources auprès des donateurs, les autorités mettront en place un comité de surveillance du fonds d'assistance sociale et demanderont à la Cour des comptes de vérifier les dépenses consacrées aux mesures d'atténuation, une fois la crise estompée, et de publier les résultats. Elles publieront également sur le site web du ministère des Finances des informations sur les contrats de marchés publics liés à l'atténuation de la crise, les noms des entreprises sélectionnées et de leurs bénéficiaires effectifs, et la validation ex-post des livraisons.

**11. Selon les services du FMI, il est inévitable de prévoir une hausse du déficit budgétaire, à condition qu'elle reste provisoire et qu'un financement suffisant soit mobilisé.** Les services du FMI ont recommandé de maintenir des projets d'investissement public anticycliques bien conçus pour favoriser la croissance, tout en redéfinissant les priorités des projets d'équipement non essentiels selon les besoins, afin d'accroître les dépenses sanitaires et sociales et de réduire les problèmes de financement. Compte tenu de l'espace budgétaire limité et d'un risque de surendettement élevé (voir le document séparé sur l'analyse de viabilité de la dette), les services du FMI ont conseillé de rechercher exclusivement des dons et des prêts concessionnels pour répondre à tous les besoins de financement du budget et de l'investissement public. En cas d'insuffisance du financement, il conviendrait de réorienter les crédits budgétaires non essentiels vers les besoins sociaux et d'urgence. Même si les services du FMI ont estimé possible d'utiliser dans une certaine mesure les ressources intérieures, ils ont mis en garde contre l'épuisement des ressources limitées du fonds national de recettes d'hydrocarbures ou l'utilisation des fonds déposés auprès de la BCM par l'Arabie Saoudite en 2015 (300 millions de dollars, ou un quart des réserves officielles brutes), qui pourraient sérieusement faire chuter les réserves en-deçà des niveaux appropriés et risqueraient de mettre en danger la stabilité extérieure. Les autorités ont noté que le service élevé de la dette publique extérieure, estimé à environ 275 millions de dollars cette année (22 % des recettes) et devant atteindre 360 millions de dollars l'an prochain (25 % des recettes), constitue un lourd fardeau pour les finances publiques. Elles se sont engagées à maintenir la viabilité de la dette et donc à relâcher les mesures provisoires et à revenir à un excédent primaire dès que la situation se normalisera.

**12. Les services du FMI et les autorités sont convenus de la nécessité de mener une politique monétaire fondée sur les données pour lutter contre les problèmes de liquidités, tout en surveillant de près la solidité du secteur bancaire et l'évolution de l'inflation.** Les services du FMI ont recommandé de se préparer à fournir des liquidités au secteur financier, en échange de garanties appropriées, tout en accélérant les réformes en cours du dispositif de garanties. Ils ont encouragé la BCM à examiner les options et les coûts des mesures d'appui ciblées sur les ménages et les PME qui ont du mal à rembourser leurs prêts. Ils ont dissuadé d'assouplir les obligations prudentielles et de comptabilisation des pertes et ont invité à utiliser les volants de fonds propres et de liquidités des banques pour absorber les pertes de crédit et régler les problèmes de liquidité ; mais de se préparer, une fois les volants des banques épuisés, à faire preuve d'une certaine souplesse en termes de calendrier pour ramener les fonds propres et les liquidités aux minima requis au moyen de plans progressifs de relèvement des fonds propres. Les services du FMI estiment qu'un assouplissement du taux de change dans certaines proportions pourrait contribuer à absorber le choc, bien que la marge de manœuvre soit limitée en raison de son impact éventuel sur l'inflation et des positions de change courtes et nettes ouvertes des banques.

## Mauritanie : Financement, 2020

	4ème revue			Projections		
	millions de dollars	pourcentage du PIB		millions de dollars	pourcentage du PIB	
<b>Balance des paiements</b>						
Déficit de financement	115	1.5		368	5.0	
Financement attendu du FMI	115	1.5		175	2.4	
FCR du FMI (prospective)	n.a.	n.a.		130	1.8	
FEC du FMI (prospective)	46	0.6		45	0.6	
Déficit résiduel/ soutien autres bailleurs	69	0.9		193	2.6	
<b>Administration centrale</b>	milliards de MRO	millions de dollars	pourcentage du PIB	milliards de MRO	millions de dollars	pourcentage du PIB
Déficit global	-0.7	-19	-0.3	9.6	250	3.4
Financement intérieur	2.8	74	1.0	0.3	8	0.1
Emprunts extérieurs (référence, nets)	-3.6	-93	-1.3	-3.1	-81	-1.1
Décaissements (projets)	3.8	99	1.3	4.2	110	1.5
Amortissement	-7.4	-192	-2.6	-7.3	-191	-2.6
Déficit de financement	0.0	0	0.0	12.4	323	4.4
Financement budgétaire attendu du FMI (FCR)	...	...	...	5.0	130	1.8
Déficit résiduel/soutien autres bailleurs	...	...	...	7.4	193	2.6

Source: projections des services du FMI.

## AIDE DU FMI ET CAPACITÉ À REMBOURSER

**13. Les autorités ont demandé au FMI une aide de 95,680 millions de DTS (environ 74,3 % de la quote-part, ou 130 millions de dollars) au titre du guichet choc exogène de la FCR<sup>3</sup>.** Les services du FMI considèrent que la Mauritanie satisfait aux critères d'admissibilité à cette aide au titre de la FCR :

- Le pays fait face à un besoin immédiat de financement de sa balance des paiements, qui, s'il n'est pas satisfait, entraînerait instantanément un grave bouleversement économique.
- Les décaissements au titre de l'accord FEC devraient être retardés, compte tenu des dérapages prévus en raison de la pandémie de COVID-19. En outre, face à la gravité du choc et à l'incertitude des perspectives, il est difficile de parvenir rapidement à un accord sur les mesures nécessaires pour assurer que le programme reste sur la bonne voie et atteigne ses objectifs. Etant donné l'urgence du besoin de financement de la balance des paiements et la

<sup>3</sup> Bien que le plafond d'accès annuel à la FCR ait été relevé à 100 % de la quote-part le 6 avril, l'accès reste soumis à la limite annuelle de 100 % applicable au fonds fiduciaire RPC. À cet égard, deux décaissements prospectifs d'un total de 25,7 % de la quote-part au titre de la FEC en cours sont imputés à ce plafond. La FCR proposée ne déclencherait pas de procédure d'accès élevé (applicable lorsque le montant mis à disposition sur une période de 36 mois dépasse 180 % de la quote-part ou si l'encours du crédit est supérieur à 225 % de la quote-part).

nécessité d'un délai supplémentaire pour re-calibrer ou modifier le programme, les autorités sollicitent entretemps une aide au titre de la FCR.

- Malgré un risque élevé de surendettement, la dette publique est viable et la capacité du pays à rembourser le FMI est suffisante (tableau 7, qui suppose également les décaissements futurs au titre de la FEC), même si elle serait affaiblie par la concrétisation des risques décrits plus haut (§6). Selon l'AVD actualisée, la dette publique semble viable, bien que le risque de surendettement extérieur et global reste élevé (voir rapport distinct).
- Les autorités sont attachées aux réformes prévues dans le programme FEC et considèrent la FCR comme une transition jusqu'à la reprise, dès que possible, de la revue de l'accord FEC. Les services du FMI sont rassurés par les antécédents solides du pays en matière d'exécution de la politique économique et par ses liens solides avec l'institution, notamment dans le cadre du programme FEC en cours.

**14. L'accès proposé couvrirait environ un tiers du déficit de financement extérieur estimé.** Le reste devrait être financé par d'autres donateurs (§9), ce qui permettrait de maintenir un niveau satisfaisant de réserves de change, supérieur à 5 mois d'importations hors secteur extractif<sup>4</sup>. L'aide au titre de la FCR devrait aider à mobiliser d'autres financements des donateurs, notamment des fonds arabes et des donateurs bilatéraux du Golfe. En l'absence de financement futur du FMI et des donateurs (notamment les décaissements futurs au titre de la FEC), les réserves pourraient tomber à environ 3½ mois d'importations et mettre en danger la stabilité extérieure.

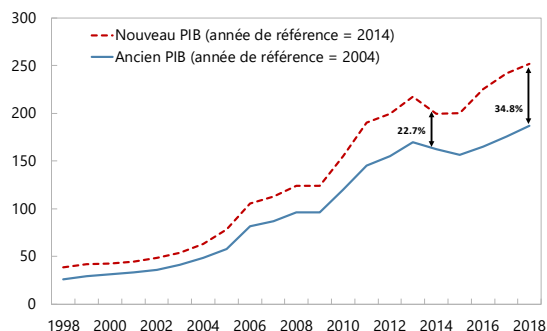
**15. Les autorités ont demandé que les fonds disponibles au titre de la FCR soient décaissés à la banque centrale et rétrocédés au Trésor pour couvrir l'impact de la pandémie sur le budget.** L'épargne intérieure ne devrait pas être suffisante pour couvrir le déficit de financement budgétaire. Afin que les décaissements au titre de la FCR puissent financer le budget, un protocole d'accord a été signé entre le ministère des Finances et la BCM, précisant leurs responsabilités respectives en ce qui concerne les obligations financières à l'égard du FMI. Les autorités se sont engagées à permettre l'achèvement d'une évaluation actualisée des sauvegardes avant l'approbation par le conseil de tout accord ultérieur, à remettre aux services du FMI les rapports d'audit nécessaires et à autoriser les auditeurs externes de la BCM à s'entretenir avec les services du FMI ; la dernière évaluation des sauvegardes a été achevée en mai 2018.

<sup>4</sup> La Banque mondiale a approuvé au début du mois d'avril des dons de 133 millions de dollars au titre de plusieurs projets de protection sociale.

### Encadré 1. Comptes nationaux révisés

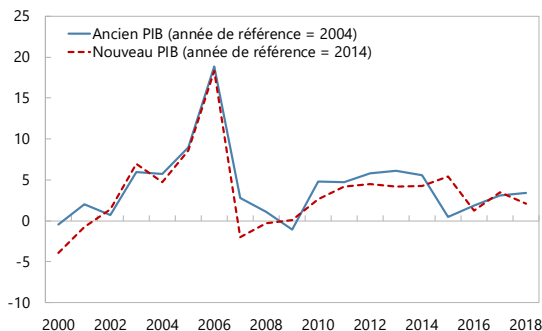
**Les autorités ont réévalué le PIB nominal de 35 % en 2018 à la suite d'une révision exhaustive des comptes nationaux.** Cet exercice débuté en 2017 a permis d'adapter les comptes nationaux au SCN 2008, d'actualiser l'année de référence de 2004 à 2014 et d'élargir la couverture des activités informelles. Les résultats ont été validés par les experts internationaux, notamment du FMI et de la Banque mondiale. Le présent rapport contient des estimations provisoires avant la publication officielle prévue pour fin avril/mai.

**Révision du PIB nominal**  
(en milliards de MRO)



Sources: Autorités Mauritaniennes.

**Croissance du PIB réel**  
(en pourcentage)



Sources: Autorités Mauritaniennes.

**La hausse des estimations du PIB provient essentiellement de l'élargissement de la couverture des activités informelles** au moyen de nouvelles enquêtes réalisées en 2017. Cet élargissement a représenté 80 % de la réévaluation de 22,7 % du PIB en 2014 ; les activités informelles constituent aujourd'hui plus de la moitié de la valeur ajoutée estimée, contre 39 % précédemment. Les estimations révisées des déflateurs entre 2015 et 2017 ont abouti à une nouvelle réévaluation du PIB de 34,8 % en 2018.

**Contribution à la réévaluation du PIB nominal, 2014**  
(en pourcentage)

	Contribution
Actualisation SCN 2008	2.7
Amélioration de la couverture des données sur les activités formelles	3.3
Amélioration de la couverture des données sur les activités informelles non agricoles	18.1
Changements méthodologiques	-1.4
<b>Réévaluation totale</b>	<b>22.7</b>

Sources : autorités mauritaniennes



## ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

**16. La pandémie de COVID-19 a de dramatiques conséquences humaines, économiques et sociales pour la Mauritanie.** Les perspectives économiques à court terme se sont rapidement dégradées en raison de la brusque détérioration de la conjoncture mondiale et de l'impact des mesures nationales d'endiguement. L'économie devrait se contracter cette année, ce qui entraînerait de graves difficultés pour la population. Les perspectives risquent d'être révisées à la baisse, compte tenu des possibilités d'une épidémie de COVID-19 de plus grande ampleur dans le pays et dans le monde, d'un déclin économique beaucoup plus prononcé cette année et d'une reprise plus progressive par la suite.

**17. La Mauritanie fait face à des besoins urgents de financement budgétaire et extérieur.** La riposte à la pandémie et aux chocs connexes a augmenté les besoins de financement intérieur et extérieur immédiats. Même si elles sont sujettes à une incertitude inédite, les perspectives macroéconomiques révisées des services du FMI révèlent des déficits de financement budgétaire et extérieur de 4½–5 % du PIB.

**18. Les services du FMI saluent la réaction rapide des autorités pour contenir et atténuer la propagation et l'impact du virus.** La priorité doit être donnée aux dépenses de santé pour se préparer à une propagation du virus ainsi qu'aux dépenses liées aux mesures d'endiguement. Afin d'atténuer les effets néfastes pour l'économie, il convient d'apporter un soutien ciblé aux ménages les plus vulnérables et aux secteurs les plus touchés. Un assouplissement temporaire des politiques budgétaire et monétaire est justifié et il importe de surveiller attentivement l'évolution du secteur bancaire. Si la crise s'aggrave, les autorités pourraient avoir besoin d'intensifier leur riposte, en assurant que leurs mesures de soutien demeurent opportunes, provisoires et ciblées pour sauvegarder l'équité et les finances publiques. Les services du FMI saluent la volonté des autorités d'utiliser avec la plus grande transparence les ressources allouées à la riposte d'urgence et d'en rendre compte, de vérifier les dépenses consacrées aux mesures d'atténuation, une fois la crise estompée, et de publier les résultats, pour contribuer à décourager une mauvaise utilisation des fonds alloués à l'atténuation de la crise.

**19. Les autorités demeurent engagées à la viabilité de la dette et du budget à moyen terme.** Elles sollicitent des dons et des ressources concessionnelles auprès des partenaires de développement pour faire face aux pressions budgétaires exercées par les dépenses de sécurité et de santé et préserver la viabilité de la dette. L'AVD actualisée confirme que la dette demeure viable — bien que le risque de surendettement extérieur et global reste élevé — même dans le cadre des nouvelles perspectives plus négatives. Les services du FMI se félicitent de la volonté des autorités de revenir à un excédent primaire dès que la situation sera de retour à la normale.

**20. Les services du FMI soutiennent la demande des autorités d'un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide, d'un montant total de 95,680 millions de DTS (environ 74,3 % de la quote-part).** Ce soutien des services du FMI repose sur les besoins immédiats de financement de la balance des paiements provoqués par le grave impact de la pandémie, sur les

politique économiques actuelles et futures des autorités pour remédier à ce choc externe, ainsi que sur les antécédents solides du pays, qui atténueront les risques pour l'institution. Compte tenu du considérable déficit de financement budgétaire, les services du FMI soutiennent que le décaissement s'effectue sous forme d'appui budgétaire. Dans la mesure où le FMI à lui seul ne couvrira qu'un tiers environ des besoins de financement prévus, les services du FMI encouragent les autorités à solliciter des financements supplémentaires auprès d'autres donateurs. Ils se félicitent de la volonté des autorités de reprendre les entretiens sur la cinquième revue de l'accord FEC dès que la situation le permettra.

**Tableau 1. Mauritanie : Cadre macroéconomique, 2016–25**

Taux de pauvreté : 31 % (2014)

Population: 4,4 millions (2018)

Quote-part : 128,8 millions de DTS

Principales exportations : minerai de fer, produits de la pêche, or, surtout vers la Chine et l'UE

	2016	2017	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
				4ème rév	Est.	4ème rév	Proj.			Proj.		
(variation annuelle en pourcentage ; sauf indication contraire)												
<b>Comptes nationaux et prix</b>												
PIB réel	1.3	3.5	2.1	6.9	5.9	6.3	-2.0	4.2	4.6	6.4	5.4	4.4
PIB réel extractif	-3.4	-6.2	-9.5	27.7	27.2	10.2	-1.4	9.1	8.7	18.9	9.0	2.0
PIB réel non extractif	1.6	4.7	3.5	5.0	3.6	5.8	-2.1	3.3	3.8	4.1	4.7	5.0
PIB réel par habitant	-1.1	1.2	-0.2	4.7	3.6	4.1	-4.2	1.9	2.3	4.2	3.2	2.2
Production de minerai de fer (millions de tonnes)	13.3	11.8	11.1	12.5	12.7	14.5	12.0	12.5	13.5	14.5	15.0	16.0
Déflateur du PIB	11.2	3.7	1.8	4.7	4.7	2.9	4.1	3.5	2.6	2.9	3.4	2.5
PIB nominal	12.6	7.3	4.0	11.9	10.9	9.4	2.0	7.8	7.3	9.5	9.0	7.0
Prix à la consommation (moyenne sur la période)	1.5	2.3	3.1	3.0	2.3	3.4	3.9	4.5	4.0	4.0	4.0	4.0
Prix à la consommation (fin de période)	2.8	1.2	3.2	2.8	2.7	4.0	5.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
(en pourcentage du PIB)												
<b>Épargne et investissement</b>												
Investissement brut	26.0	28.3	26.8	42.5	44.9	50.2	41.4	48.5	46.1	40.3	37.2	37.4
Épargne nationale brute	28.2	31.0	29.4	31.1	34.3	29.5	24.1	31.2	31.8	33.5	32.3	33.1
Solde épargne-investissement	2.2	2.8	2.5	-11.4	-10.6	-20.7	-17.3	-17.4	-14.2	-6.8	-5.0	-4.3
(en pourcentage du PIB non extractif ; sauf indication contraire)												
<b>Opérations de l'administration centrale</b>												
Recettes et dons	23.1	22.8	25.0	31.5	24.3	29.9	21.6	22.7	23.3	23.9	24.4	24.6
Secteur non extractif	20.2	20.0	21.0	27.8	20.5	26.8	19.4	20.6	21.0	21.2	21.3	21.7
Impôts	13.6	14.1	15.5	20.7	14.9	20.8	13.8	15.5	15.7	15.8	15.9	16.0
Secteur extractif	1.3	2.0	3.5	2.0	1.9	2.2	1.6	1.6	1.9	2.4	2.7	2.5
Dons	1.6	0.8	0.5	1.6	1.9	0.9	0.6	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3
Dépenses et prêts nets	23.5	22.9	22.3	28.9	21.8	29.5	25.6	23.5	23.4	24.0	24.5	24.7
Dépenses courantes	13.8	14.0	14.3	18.7	13.7	18.9	17.9	15.0	14.8	14.8	14.9	14.8
Dépenses en capital	9.7	8.7	8.0	9.8	8.3	10.6	7.7	8.5	8.6	9.3	9.6	9.9
Solde primaire (hors dons)	-1.1	0.2	3.5	2.7	1.7	1.1	-3.2	0.0	0.8	0.8	0.8	0.8
Solde primaire non extractif (hors dons)	-2.4	-1.8	0.1	0.7	-0.2	-1.1	-4.8	-1.6	-1.1	-1.6	-1.9	-1.7
Solde global (en % du PIB)	-0.4	0.0	2.5	2.1	2.1	0.3	-3.4	-0.7	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Dette du secteur public (en % du PIB) 1/	72.3	69.6	75.8	95.3	71.8	96.2	81.5	81.2	79.3	75.4	71.6	68.5
Dette du secteur public (en % du PIB) 1/ 2/	56.6	55.1	61.4	77.4	58.5	78.9	67.8	68.0	66.8	63.7	60.6	58.5
(variation annuelle en pourcentage ; sauf indication contraire)												
<b>Monnaie</b>												
Monnaie au sens large	7.1	13.7	13.8	14.0	11.8	11.4	3.0	9.2	9.0	8.3	8.9	9.3
Crédit au secteur privé	8.1	7.5	19.4	11.0	12.9	12.3	5.1	11.4	11.4	10.9	11.5	12.3
<b>Secteur extérieur</b>												
Exportations de biens, f.à.b	0.9	26.1	7.3	21.5	22.3	4.0	-12.2	9.2	5.1	15.6	6.5	4.4
Importations de biens, f.à.b	-2.5	10.2	24.2	-2.6	12.3	15.9	-4.0	2.9	-0.6	-3.9	0.2	3.5
Termes de l'échange	10.7	-3.5	-1.2	21.3	20.7	-0.5	10.3	0.9	-1.3	1.2	2.4	-1.2
Taux de change effectif réel	-5.7	-1.7	-0.3	...	1.6	...	...	...	...	...	...	...
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-11.0	-10.0	-13.8	-11.4	-10.6	-20.7	-17.3	-17.4	-14.2	-6.8	-5.0	-4.3
Hors importations de capital extractif financées s	-7.0	-5.0	-8.6	-5.9	-3.6	-11.5	-12.1	-11.6	-9.6	-5.5	-4.3	-3.5
Réserves officielles brutes (en millions de dollars, e	824	849	918	1,105	1,136	1,181	1,136	1,123	1,178	1,185	1,271	1,418
En mois d'importations non extractives prospecti	5.4	4.6	4.4	5.5	5.3	5.6	5.2	5.0	5.0	5.2	5.4	5.7
Dette publique extérieure (en millions de dollars)	4,348	4,567	4,608	4,693	4,734	4,907	5,263	5,381	5,484	5,564	5,608	5,646
En pourcentage du PIB	67.8	67.3	65.4	83.2	62.3	83.0	71.0	70.3	68.7	65.1	61.5	59.1
Dette publique extérieure (en millions de dollars) 2,	3,355	3,573	3,614	3,699	3,740	3,913	4,269	4,387	4,490	4,570	4,614	4,652
En pourcentage du PIB	52.3	52.7	51.3	65.6	49.2	66.2	57.6	57.3	56.2	53.4	50.6	48.7
<b>Pour mémoire:</b>												
PIB nominal (en milliards de MRO)	225.5	241.9	251.5	208.8	278.9	228.4	284.4	306.7	328.9	360.2	392.5	420.1
PIB nominal non extractif (en milliards de MRO)	200.0	216.2	227.0	177.3	237.0	194.4	240.9	258.1	277.0	297.5	321.8	345.3
PIB nominal (en millions de dollars)	6,414	6,784	7,048	5,641	7,600	5,912	7,417	7,660	7,983	8,552	9,121	9,558
PIB nominal (variation annuelle en pourcentage, dc	3.8	5.8	3.9	7.9	7.8	4.8	-2.4	3.3	4.2	7.1	6.6	4.8
Taux de change (MRO/dollar US)	35.2	35.7	35.7	...	36.7	...	...	...	...	...	...	...
Prix du pétrole (dollar/baril)	42.8	52.8	68.3	61.8	61.4	57.9	35.6	37.9	40.9	43.2	45.0	46.4
Prix du minerai de fer (dollar/tonne)	58.6	71.1	70.1	93.9	93.6	76.4	74.0	71.2	65.0	63.0	63.0	63.0
Prix de l'or (dollar/once)	1,248	1,257	1,269	1,400	1,392	1,531	1,640	1,667	1,684	1,703	1,721	1,739

Sources : Autorités mauritaniennes; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Incluant dette de l'Etat envers la banque centrale, comptabilisée en 2018.

2/ Hors dette passive envers le Koweït en cours de négociation.

3/ Hors fonds des recettes des hydrocarbures.

**Tableau 2. Mauritanie : Balance des paiements, 2016–25**  
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2016	2017	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
			4ème rév	Est.	4ème rév	Proj.			Proj.		
Solde des transactions courantes	-707	-681	-976	-641	-805	-1,222	-1,287	-1,331	-1,136	-585	-413
Hors importations de capital extractif financées sur ressources extér	-451	-337	-606	-335	-277	-678	-897	-886	-766	-471	-330
Balance commerciale	-499	-327	-706	-231	-605	-542	-770	-663	-532	-55	117
Exportations, f.à.b	1,401	1,767	1,895	2,303	2,318	2,395	2,035	2,223	2,336	2,700	2,877
Dont : Minerai de fer	418	496	508	731	831	691	556	557	549	571	591
Hydrocarbures	87	65	11	0	0	0	0	0	0	327	507
Cuivre	138	139	148	148	145	118	99	76	50	35	0
Or	289	370	420	609	596	723	772	894	1,004	1,011	969
Produits de la pêche	421	625	750	735	712	763	569	639	655	651	679
Importations, f.à.b	-1,900	-2,094	-2,601	-2,534	-2,923	-2,937	-2,805	-2,886	-2,867	-2,755	-2,759
Dont: Produits alimentaires	-334	-391	-495	-430	-484	-480	-590	-493	-460	-497	-480
Pétrole	-355	-445	-624	-590	-585	-585	-396	-459	-489	-496	-507
Biens d'équipement	-538	-523	-558	-529	-825	-790	-714	-783	-718	-468	-430
Services et revenu (net)	-452	-623	-471	-621	-550	-869	-650	-803	-743	-679	-715
Services (net)	-335	-526	-432	-690	-459	-914	-640	-830	-803	-741	-622
Crédit	270	230	250	174	319	180	219	228	237	246	257
Débit	-605	-756	-682	-863	-778	-1,094	-860	-1,058	-1,040	-987	-879
Revenu (net)	-117	-97	-38	68	-91	45	-9	28	60	62	-94
Crédit	59	71	80	187	86	172	154	208	207	217	226
Débit	-176	-168	-119	-119	-177	-127	-164	-180	-147	-154	-320
Transferts courants (nets)	245	269	202	212	349	188	133	134	139	149	144
Transferts privés sans contrepartie (nets)	75	93	97	110	109	119	52	64	67	69	64
Transferts officiels	170	175	104	101	240	69	81	70	73	80	80
Compte financier et de capital	492	806	1,008	713	864	1,275	941	1,394	1,269	685	661
Compte de capital	8	11	19	70	24	0	0	0	0	0	0
Compte financier	483	795	989	643	840	1,275	941	1,394	1,269	685	661
Investissement direct étranger (net)	271	588	772	590	884	937	594	1,120	1,053	622	430
Prêts officiels à moyen et à long terme	205	89	83	54	125	164	151	147	101	128	138
Décaissements	322	242	253	241	316	355	348	356	342	295	310
Dont : projet gazier GTA	0	0	0	52	27	131	124	96	57	0	0
Amortissement	117	153	169	187	191	191	191	205	195	194	182
Prêts à moyen et à long terme de la SNIM	-60	-63	-63	-32	-64	51	51	-15	-2	-43	17
Autres flux financiers	68	180	196	31	-105	123	139	137	72	5	85
Erreurs et omissions	135	-82	159	0	25	0	0	0	0	0	0
Solde global	-80	43	191	72	84	52	-346	63	134	100	207
Financement	80	-43	-191	-72	-83	-52	153	-63	-134	-100	-207
Avoirs extérieurs nets	80	-49	-195	-72	-88	-52	153	-63	-134	-100	-207
Banque centrale (net)	-21	-8	-57	-165	-198	-52	153	-63	-126	-75	-169
Avoirs (negatifs =accumulation de réserves)	-2	-26	-70	-187	-219	-76	0	13	-55	-7	-86
Engagements	-19	17	13	22	21	23	153	-76	-71	-68	-84
FEC (prospectif)	0	23	47	46	46	46	45	0	0	0	0
FCR (prospectif)							130	0	0	0	0
Autres	-19	-6	-34	-24	-24	-23	-22	-76	-71	-68	-84
Banques commerciales (net)	77	-18	-44	0	25	0	0	0	0	0	0
Fonds des recettes des hydrocarbures (net)	24	-22	-93	93	85	0	0	0	-8	-24	-38
Financement exceptionnel (allègement dette PPTE)	0	5	4	0	5	0	0	0	0	0	0
Déficit de financement	0	0	0	0	0	0	193	0	0	0	0
Pour mémoire :											
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-11.0	-10.0	-13.8	-11.4	-10.6	-20.7	-17.3	-17.4	-14.2	-6.8	-5.0
Hors importations de capital extractif financées sur ressources extér	-7.0	-5.0	-8.6	-5.9	-3.6	-11.5	-12.1	-11.6	-9.6	-5.5	-4.3
Balance commerciale (en % du PIB)	-7.8	-4.8	-10.0	-4.1	-8.0	-9.2	-10.4	-8.7	-6.7	-0.6	1.3
Total des besoins de financement extérieur (en % du PIB)	13.8	13.2	17.2	15.8	14.0	24.9	20.7	20.8	17.3	9.6	7.0
Deette publique extérieure (en millions de dollars)	4,348	4,567	4,608	4,693	4,734	4,907	5,263	5,381	5,484	5,564	5,646
(en % du PIB)	67.8	67.3	65.4	83.2	62.3	83.0	71.0	70.3	68.7	65.1	61.5
Service de la dette publique extérieure (en millions de dollars)	161	204	275	277	276	283	275	358	351	352	356
(en % des recettes)	13.2	15.3	17.6	19.4	19.1	19.4	20.8	24.9	22.8	21.2	19.8
Contribution de la SNIM à la balance des paiements (en millions de dollars)	102	210	173	313	390	353	309	292	308	310	351
Réserves officielles brutes (en millions de dollars)	824	849	918	1,105	1,136	1,181	1,136	1,123	1,178	1,185	1,271
(en mois d'importations, hors industries extractives)	5.4	4.6	4.4	5.5	5.3	5.6	5.2	5.0	5.0	5.2	5.4
Fonds des recettes des hydrocarbures	53	75	168	76	74	76	74	74	81	106	143
PIB nominal (en millions de dollars)	6,414	6,784	7,048	5,641	7,600	5,912	7,417	7,660	7,983	8,552	9,121

Sources : Autorités mauritaniennes; et estimations et projections des services du FMI.

**Tableau 3a. Mauritanie : Opérations de l'administration centrale, 2016–25**  
(en milliards de MRU, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
				4ème rév	Est.	4ème rév	Proj.			Proj.		
<b>Recettes et dons</b>	46.1	49.3	56.8	55.8	57.5	58.2	52.1	58.5	64.5	71.2	78.4	85.0
Recettes	43.0	47.6	55.6	52.9	53.1	56.4	50.7	57.5	63.4	70.0	77.2	83.8
Non extractives	40.5	43.3	47.7	49.3	48.5	52.1	46.8	53.3	58.2	63.0	68.6	75.1
Fiscales	27.2	30.5	35.2	36.8	35.4	40.5	33.2	40.0	43.6	46.9	51.0	55.1
Non fiscales	13.3	12.8	12.5	12.6	13.1	11.7	13.6	13.3	14.6	16.1	17.6	20.0
Extractives	2.5	4.3	7.9	3.6	4.6	4.3	3.9	4.2	5.2	7.0	8.6	8.7
Pétrole et gaz	1.1	1.9	6.3	1.9	1.8	1.0	1.0	1.0	1.7	3.3	4.6	4.5
<i>dont : gaz</i>	...	...	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	2.1	3.3	3.1
Exploitation minière	1.4	2.5	1.6	1.7	2.8	3.3	2.9	3.2	3.4	3.8	4.0	4.2
Dons	3.1	1.7	1.2	2.9	4.4	1.7	1.4	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2
<i>Dont : Projets</i>	0.6	0.6	1.0	0.4	1.8	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Dépenses et prêts nets</b>	47.0	49.4	50.6	51.3	51.6	57.4	61.7	60.6	64.7	71.5	78.8	85.5
Dépenses courantes	27.6	30.4	32.4	33.1	32.4	36.8	43.1	38.7	40.9	44.0	47.8	51.2
Rémunération des employés	12.3	13.0	14.0	15.6	15.4	16.7	16.7	17.9	19.3	20.7	22.4	24.0
Biens et services	5.9	6.4	6.4	6.9	6.6	8.1	7.5	8.9	9.0	9.4	10.2	10.9
Subventions et transferts 1/	5.6	5.5	6.0	5.9	4.8	6.2	13.4	6.5	6.9	7.7	8.6	9.3
<i>Dont : Programme d'urgence, notamment COV</i>	1.6	1.6	2.2	2.0	2.0	2.1	9.9	2.4	2.6	3.1	3.8	4.4
Subventions énergétiques	0.2	0.4	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3
Remboursements d'arriérés	0.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intérêts	1.7	2.2	3.1	3.3	2.6	3.1	3.3	3.3	3.6	3.9	4.2	4.4
Extérieurs	1.3	1.8	2.6	2.2	2.2	2.2	2.3	2.2	2.3	2.4	2.5	2.5
Intérieurs	0.4	0.5	0.4	1.0	0.5	0.9	1.0	1.0	1.3	1.5	1.7	1.9
Comptes spéciaux	0.9	1.5	1.1	0.2	1.4	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Réserves courantes	1.1	1.1	1.2	1.3	1.4	2.0	1.5	1.4	1.5	1.6	1.8	1.9
Autres	0.1	0.6	0.6	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Capital	19.4	18.9	18.1	17.4	19.7	20.7	18.6	21.9	23.8	27.5	31.0	34.3
Financé sur ressources extérieures	4.5	3.8	2.8	3.8	4.5	4.2	4.2	4.5	5.3	7.2	8.1	8.8
Financé sur ressources intérieures	14.9	15.1	15.3	13.7	15.2	16.5	14.4	17.4	18.5	20.3	22.9	25.5
Prêts nets	0.0	0.2	0.2	0.8	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Solde primaire (hors dons)</b>	-2.2	0.4	8.0	4.9	4.1	2.1	-7.7	0.1	2.2	2.4	2.6	2.8
<b>Solde primaire (hors dons, déf du prog) 2/</b>	...	...	6.5	5.1	3.9	2.1	-7.7	...	...	...	...	...
<b>Solde primaire</b>	0.9	2.2	9.3	7.7	8.5	3.8	-6.3	1.1	3.4	3.6	3.8	4.0
<b>Solde global (hors dons)</b>	-4.0	-1.8	5.0	1.6	1.5	-1.0	-11.0	-3.1	-1.4	-1.5	-1.6	-1.6
<b>Solde global</b>	-0.9	-0.1	6.2	4.5	5.9	0.7	-9.6	-2.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4
<b>Financement</b>	0.9	0.1	-6.2	-4.5	-5.9	-0.7	9.6	2.1	0.2	0.3	0.4	0.4
Intérieur	-2.4	2.2	1.6	-4.5	-5.1	2.8	0.3	5.8	3.3	2.3	2.3	1.9
Secteur bancaire	-1.6	1.4	0.1	-4.3	-4.2	1.4	0.9	3.4	1.9	1.2	1.2	1.0
Compte du Trésor	-1.0	2.2	0.8	-4.1	-5.3	0.0	0.0	1.0	0.5	0.0	0.0	0.0
Banques commerciales	-0.6	-0.8	-0.1	-0.2	1.1	1.4	0.9	2.4	1.4	1.2	1.2	1.0
Etablissements non bancaires	-0.7	1.3	0.4	-0.2	0.1	1.4	0.9	2.4	1.4	1.2	1.2	1.0
Arriérés intérieurs	0.0	0.2	0.1	0.0	1.4	0.0	-1.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres comptes de dépôt	-0.1	-0.6	1.0	0.0	-2.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Extérieur	3.8	-2.2	-7.7	-0.1	-0.8	-3.6	9.3	-3.7	-3.1	-2.0	-1.9	-1.5
Fonds des recettes des hydrocarbures (net)	0.9	-0.1	-3.1	3.5	3.5	0.0	0.0	0.0	-0.3	-1.0	-1.6	-1.6
Recettes pétrolières et gazières	-1.1	-1.9	-6.3	-1.9	-1.8	-1.0	-1.0	-1.0	-1.7	-3.3	-4.6	-4.5
Transfert au budget	1.9	1.8	3.1	5.3	5.3	1.0	1.0	1.0	1.4	2.2	3.0	3.0
Autres financements extérieurs	3.0	-2.1	-4.6	-3.5	-4.4	-3.6	9.3	-3.7	-2.7	-1.0	-0.2	0.1
Emprunts (nets)	2.8	-1.7	-4.3	-3.5	-4.1	-3.6	-3.1	-3.7	-2.7	-1.0	-0.2	0.1
Décassements	6.3	3.2	2.0	3.4	2.8	3.8	4.2	4.5	5.3	7.2	8.1	8.8
Amortissement	-3.6	-4.8	-6.3	-6.9	-6.9	-7.4	-7.3	-8.2	-8.0	-8.2	-8.4	-8.7
Financement exceptionnel (allègement dette PP)	0.3	0.0	0.2	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Utilisation des ressources du FMI (FCR, prospe)	0.0	0.0	0.0	...	0.0	...	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déficit de financement / appui bailleurs non id	0.0	0.0	0.0	...	0.0	...	7.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Erreurs et omissions	-0.6	0.1	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Pour mémoire :</b>												
Taux de croissance réel des dépenses publiques (e)	-9.9	2.8	-0.3	-1.6	-0.3	8.3	15.0	-6.0	2.7	6.2	6.0	4.2
Dépenses courantes (%)	-6.3	7.4	8.0	-0.6	-2.1	7.4	28.1	-14.1	1.7	3.3	4.6	2.9
Dépenses d'investissement (%)	-13.2	-4.6	-12.0	-6.4	6.3	14.7	-8.9	12.7	4.4	11.2	8.3	6.3
Solde primaire non extractif (hors dons)	-4.7	-3.9	0.2	1.3	-0.5	-2.2	-11.6	-4.0	-2.9	-4.7	-6.0	-6.0
Solde primaire non extractif	-1.6	-2.2	1.4	4.2	3.9	-0.5	-10.2	-3.0	-1.8	-3.5	-4.8	-4.8
Solde budgétaire de base (hors dons) 3/	0.5	2.0	7.8	5.4	5.9	3.2	-6.8	1.3	3.9	5.7	6.5	7.1
Dépenses sociales	8.7	9.1	8.8	9.6	9.6	11.9	14.5	12.6	14.7	16.8	19.5	22.4
Dépenses visant à réduire la pauvreté	18.7	19.4	18.5	24.7	...	28.5	32.0	29.8	33.4	37.3	42.0	46.8

Sources : Autorités mauritaniennes; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Incluant transferts aux entités publiques hors administration centrale.

2/ Corrigé de la moitié des recettes extractives en plus ou en moins.

3/ Solde global hors dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures.

**Tableau 3b. Mauritanie : Opérations de l'administration centrale, 2016–25**  
(en pourcentage du PIB hors secteur extractif, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
				4th Rev. 4/	Est.	4th Rev. 4/	Proj.					
Revenues and grants	23.1	22.8	25.0	23.3	24.3	22.2	21.6	22.7	23.3	23.9	24.4	24.6
Revenues	21.5	22.0	24.5	22.1	22.4	21.5	21.1	22.3	22.9	23.5	24.0	24.3
Nonextractive	20.2	20.0	21.0	20.6	20.5	19.9	19.4	20.6	21.0	21.2	21.3	21.7
Tax	13.6	14.1	15.5	15.4	14.9	15.4	13.8	15.5	15.7	15.8	15.9	16.0
Nontax	6.6	5.9	5.5	5.3	5.5	4.4	5.7	5.2	5.3	5.4	5.5	5.8
Extractive	1.3	2.0	3.5	1.5	1.9	1.6	1.6	1.6	1.9	2.4	2.7	2.5
Oil and gas	0.5	0.9	2.8	0.8	0.8	0.4	0.4	0.4	0.6	1.1	1.4	1.3
<i>of which gas</i>	...	...	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.7	1.0	0.9
Mining	0.7	1.1	0.7	0.7	1.2	1.3	1.2	1.2	1.2	1.3	1.2	1.2
Grants	1.6	0.8	0.5	1.2	1.9	0.7	0.6	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3
<i>Of which: Projects</i>	0.3	0.3	0.4	0.2	0.8	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Expenditure and net lending	23.5	22.9	22.3	21.4	21.8	21.9	25.6	23.5	23.4	24.0	24.5	24.7
Current	13.8	14.0	14.3	13.8	13.7	14.0	17.9	15.0	14.8	14.8	14.9	14.8
Compensation of employees	6.2	6.0	6.2	6.5	6.5	6.4	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9
Goods and services	2.9	3.0	2.8	2.9	2.8	3.1	3.1	3.4	3.3	3.2	3.2	3.1
Subsidies and transfers 1/	2.8	2.5	2.6	2.5	2.0	2.4	5.6	2.5	2.5	2.6	2.7	2.7
<i>Of which: Emergency program, incl. COVID-19</i>	0.8	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8	4.1	0.9	0.9	1.0	1.2	1.3
Energy subsidies	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Arrears repayments	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Interest	0.9	1.0	1.3	1.4	1.1	1.2	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
External	0.7	0.8	1.2	0.9	0.9	0.8	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.7
Domestic	0.2	0.2	0.2	0.4	0.2	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
Special accounts	0.5	0.7	0.5	0.1	0.6	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
Common reserves	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.8	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Others	0.0	0.3	0.3	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Capital	9.7	8.7	8.0	7.3	8.3	7.9	7.7	8.5	8.6	9.3	9.6	9.9
Foreign-financed	2.2	1.7	1.2	1.6	1.9	1.6	1.7	1.7	1.9	2.4	2.5	2.5
Domestically financed	7.5	7.0	6.7	5.7	6.4	6.3	6.0	6.8	6.7	6.8	7.1	7.4
Net lending	0.0	0.1	0.1	0.3	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Primary balance (excl. grants)	-1.1	0.2	3.5	2.0	1.7	0.8	-3.2	0.0	0.8	0.8	0.8	0.8
Primary balance (excl. grants, prog. def.) 2/	...	...	2.9	2.1	1.6	0.8	-3.2	...	...	...	...	...
Primary balance	0.4	1.0	4.1	3.2	3.6	1.5	-2.6	0.4	1.2	1.2	1.2	1.1
Overall balance (excl. grants)	-2.0	-0.8	2.2	0.7	0.6	-0.4	-4.6	-1.2	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5
Overall balance	-0.4	0.0	2.7	1.9	2.5	0.3	-4.0	-0.8	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Financing	0.4	0.0	-2.7	-1.9	-2.5	-0.3	4.0	0.8	0.1	0.1	0.1	0.1
Domestic	-1.2	1.0	0.7	-1.9	-2.2	1.1	0.1	2.3	1.2	0.8	0.7	0.6
Banking system	-0.8	0.6	0.0	-1.8	-1.8	0.5	0.4	1.3	0.7	0.4	0.4	0.3
Treasury account	-0.5	1.0	0.4	-1.7	-2.3	0.0	0.0	0.4	0.2	0.0	0.0	0.0
Commercial banks	-0.3	-0.4	-0.1	-0.1	0.5	0.5	0.4	0.9	0.5	0.4	0.4	0.3
Nonbanks	-0.4	0.6	0.2	-0.1	0.0	0.5	0.4	0.9	0.5	0.4	0.4	0.3
Domestic arrears	0.0	0.1	0.1	0.0	0.6	0.0	-0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other deposits accounts	0.0	-0.3	0.5	0.0	-1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
External	1.9	-1.0	-3.4	0.0	-0.3	-1.4	3.9	-1.4	-1.1	-0.7	-0.6	-0.4
Hydrocarbon revenue fund (net)	0.4	-0.1	-1.4	1.5	1.5	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.3	-0.5	-0.5
Oil and gas revenue	-0.5	-0.9	-2.8	-0.8	-0.8	-0.4	-0.4	-0.4	-0.6	-1.1	-1.4	-1.3
Transfer to the budget	1.0	0.8	1.4	2.2	2.2	0.4	0.4	0.4	0.5	0.8	0.9	0.9
Other	1.5	-1.0	-2.0	-1.5	-1.8	-1.4	3.9	-1.4	-1.0	-0.3	-0.1	0.0
Borrowing (net)	1.4	-0.8	-1.9	-1.5	-1.7	-1.4	-1.3	-1.4	-1.0	-0.3	-0.1	0.0
Disbursements	3.2	1.5	0.9	1.4	1.2	1.5	1.7	1.7	1.9	2.4	2.5	2.5
Amortization	-1.8	-2.2	-2.8	-2.9	-2.9	-2.8	-3.0	-3.2	-2.9	-2.7	-2.6	-2.5
Exceptional financing (HIPC debt relief)	0.1	0.0	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Use of Fund resources (RCF, prospective)	0.0	0.0	0.0	...	0.0	...	2.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financing gap / unidentified donor support	0.0	0.0	0.0	...	0.0	...	3.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Errors and omissions	-0.3	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Memorandum items:												
Non-extractive primary balance (excl. grants)	-2.4	-1.8	0.1	0.5	-0.2	-0.8	-4.8	-1.6	-1.1	-1.6	-1.9	-1.7
Non-extractive primary balance	-0.8	-1.0	0.6	1.7	1.7	-0.2	-4.2	-1.2	-0.6	-1.2	-1.5	-1.4
Overall balance (in percent of GDP)	-0.4	0.0	2.5	1.6	2.1	0.3	-3.4	-0.7	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Basic budget balance (excl. grants) 3/	0.2	0.9	3.4	2.2	2.5	1.2	-2.8	0.5	1.4	1.9	2.0	2.1
Social spending	4.4	4.2	3.9	4.0	4.1	4.5	6.0	4.9	5.3	5.7	6.1	6.5
Poverty-reducing expenditure	9.4	9.0	8.2	10.3	...	10.9	13.3	11.5	12.1	12.5	13.0	13.6

Sources: Mauritanian authorities; and IMF staff estimates and projections.

1/ Including transfers to public entities outside the central government.

2/ Adjusted for half of additional/shortfall in extractive revenue.

3/ Overall balance excluding foreign-financed investment expenditure.

4/ Using rebased GDP.

**Tableau 4. Mauritanie : Situation monétaire 2016–22**  
(en milliards de MRU aux taux de change de fin de période, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019		2020		2021	2022
				4ème rév	Est.	4ème rév	Proj.	Proj.	
<b>Situation monétaire</b>									
Avoirs extérieurs nets	6.1	7.0	10.0	16.5	18.5	19.4	13.5	16.5	22.2
Avoirs intérieurs nets	48.7	55.4	61.0	64.5	60.8	70.8	68.2	72.7	75.1
Crédit intérieur net	69.3	74.9	86.7	89.8	89.7	100.3	94.4	106.8	118.8
Crédit net à l'Etat	16.9	18.6	19.6	15.3	13.9	16.7	14.7	18.2	20.1
Crédit à l'économie	52.4	56.3	67.1	74.5	75.8	83.6	79.6	88.7	98.7
Autres postes, nets	-20.6	-19.6	-25.7	-25.3	-28.9	-29.5	-26.2	-34.2	-43.7
Monnaie au sens large (M2)	54.8	62.4	71.0	81.0	79.4	90.2	81.7	89.2	97.3
<b>Autorités monétaires</b>									
Avoirs extérieurs nets	11.5	11.7	13.8	20.4	21.6	23.6	16.8	19.9	25.6
Avoirs intérieurs nets	12.7	15.3	15.1	12.0	9.4	12.5	15.0	14.6	11.9
Crédit intérieur net	16.3	18.2	19.5	15.1	13.7	14.7	13.3	9.2	9.7
Crédit net à l'Etat	15.9	17.8	19.0	14.9	13.1	14.9	13.1	14.1	14.6
Autres postes, nets	-3.6	-2.9	-4.5	-3.1	-4.4	-2.2	1.8	5.4	2.1
Monnaie centrale	24.3	27.0	28.8	32.5	31.0	36.0	31.8	34.6	37.5
Monnaie en circulation	14.1	14.9	15.6	17.8	17.5	19.8	18.0	19.6	21.4
Réserves des banques	10.1	12.1	13.2	14.7	13.5	16.2	13.8	14.9	16.1
<i>Dont</i> : dépôts des banques en devises	2.9	3.6	3.8	4.2	4.0	4.6	4.1	4.4	4.7
<b>Banques commerciales</b>									
Avoirs extérieurs nets	-5.4	-4.7	-3.8	-3.9	-3.1	-4.1	-3.3	-3.4	-3.5
Crédit intérieur net	53.0	56.8	67.3	74.5	76.2	85.0	80.9	92.3	103.8
Crédit net à l'Etat	1.0	0.8	0.5	0.3	0.8	1.8	1.6	4.0	5.4
Crédit au secteur privé	52.0	55.9	66.8	74.1	75.4	83.2	79.3	88.3	98.4
Autres postes, nets	-17.1	-16.7	-21.2	-22.0	-24.7	-26.7	-27.7	-34.3	-40.6
(Variation annuelle en pourcentage)									
<b>Situation monétaire</b>									
Avoirs extérieurs nets	-21.8	14.1	42.1	65.6	86.1	17.8	-27.2	22.6	34.0
Avoirs intérieurs nets	12.3	13.7	10.2	5.6	-0.4	9.8	12.1	6.5	3.3
Crédit intérieur net	3.6	8.1	15.7	3.5	3.4	11.7	5.2	13.2	11.2
Crédit net à l'Etat	-8.1	10.0	5.3	-21.9	-28.9	9.2	6.1	23.2	10.4
Crédit à l'économie	8.0	7.5	19.2	10.9	12.9	12.2	5.1	11.3	11.4
Autres postes, nets	12.6	5.2	-31.2	1.4	-12.5	-16.6	9.3	-30.5	27.9
Monnaie au sens large (M2)	7.1	13.7	13.8	14.0	11.8	11.4	3.0	9.2	9.0
<b>Autorités monétaires</b>									
Avoirs extérieurs nets	12.5	1.6	17.6	48.5	57.3	15.4	-22.5	18.9	28.6
Avoirs intérieurs nets	7.8	20.1	-1.5	-20.1	-37.9	3.4	60.6	-2.6	-18.7
Crédit intérieur net	-5.4	11.4	7.4	-22.5	-29.8	-3.0	-3.3	-30.2	5.4
Crédit net à l'Etat	-5.3	11.7	7.2	-21.6	-31.1	0.0	0.0	7.6	3.5
Monnaie centrale	9.9	11.3	6.8	12.6	7.5	11.0	2.6	8.7	8.6
<b>Banques commerciales</b>									
Avoirs extérieurs nets	-125.0	12.8	19.0	-3.4	18.1	-5.3	-5.3	-3.6	2.2
Crédit intérieur net	6.7	7.0	18.6	10.7	13.2	14.1	6.2	14.2	12.4
Crédit net à l'Etat	-37.4	-18.1	-36.3	-33.9	48.4	408.3	109.7	149.0	34.5
Crédit au secteur privé	8.1	7.5	19.4	11.0	12.9	12.3	5.1	11.4	11.4
<b>Pour mémoire :</b>									
Monnaie au sens large (M2) en % du PIB 1/	24.3	25.8	28.2	28.7	28.5	29.3	28.7	29.1	29.6
Vitesse de circulation de la monnaie au sens large (en % d	3.6	3.5	3.2	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.8
Crédit au secteur privé (en % du PIB non extractif)	26.0	25.9	29.4	31.0	31.8	31.7	32.9	34.2	35.5
Avoirs extérieurs nets des banques (en millions de dollars)	-150.7	-132.6	-104.4	-104.4	-83.3	-104.4	-83.3	-83.3	-83.3

Sources : Autorités mauritaniennes; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Utilisation de la nouvelle année de référence du PIB ou du PIB non extractif.

**Tableau 5. Mauritanie : Indicateurs de solidité bancaire, 2010–19**  
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Bilan</b>										
Actifs / PIB	31.1	30.9	32.5	35.2	42.5	43.2	45.6	52.5	55.6	54.1
Crédit net secteur privé / total actifs	53.2	48.2	50.8	52.1	55.5	57.0	54.9	43.8	41.2	41.0
Crédit entreprises publiques / total actifs	13.3	10.2	7.2	3.4	6.9	3.3	5.4	5.3	4.7	5.3
Titres d'Etat / total actifs	18.8	11.1	11.2	5.8	5.8	2.0	2.0	1.0	0.6	0.9
Croissance du crédit au secteur privé (en glissement an	16.0	10.6	15.1	14.9	21.3	8.0	8.3	7.5	19.4	12.8
Prêts non performants (PNP) bruts / prêts bruts	45.3	39.2	25.7	20.4	23.0	30.0	25.5	22.4	22.6	21.5
<i>Dont</i> : intérêts courus sur PNP / prêts bruts	11.6	11.5	8.3	7.1	10.1	5.1	7.2	6.0	...	...
<i>Dont</i> : PNP antérieurs (avant 2010) / prêts bruts	16.7	13.7	13.8	12.8	9.7	9.7	9.7	...	...	...
<i>Dont</i> : nouveaux PNP / prêts bruts	17.0	14.1	3.6	0.5	0.4	0.4	0.6	...	...	...
Provisions / (PNP bruts - intérêts courus)	30.0	31.2	53.1	52.9	52.5	78.5	63.0	70.7	77.8	76.1
Provisions / prêts en souffrance depuis 360 jours au mc	87.7	90.7	88.0	88.8	87.0	93.0	58.0	72.3	...	...
Dépôts / total actifs	59.3	60.9	59.1	57.8	61.0	60.8	59.0	60.2	55.6	63.2
Prêts bruts secteur privé / dépôts secteur privé	118.4	105.9	110.7	113.7	137.7	134.1	110.4	88.4	94.5	94.7
<b>Ratios de fonds propres</b>										
Fonds propres / total actifs	16.7	18.5	17.5	18.7	14.7	13.7	14.2	13.8	12.9	18.4
Ratio de solvabilité	34.0	35.2	29.2	32.4	28.1	23.1	23.7	22.2	24.7	25.3
<b>Risque de change</b>										
Actifs libellés en devises / total actifs	10.5	10.5	10.5	10.6	10.5	6.7	8.9	12.0	10.1	12.0
Actifs libellés en devises / engagements libellés en devises	112.1	135.2	100.1	106.6	138.6	108.2	116.0	102.5	99.5	103.2
Position de change ouverte / fonds propres (hors bilan)	-16.0	-32.7	-45.9	-26.0	-70.4	-72.7	-69.8	25.0	-32.6	-31.8
<b>Rentabilité et liquidité</b>										
Rentabilité des actifs	0.4	1.2	1.4	1.2	1.2	0.7	...	...	...	...
Rentabilité des fonds propres	2.7	6.0	8.4	6.4	6.6	5.1	...	...	...	...
Actifs liquides / total actifs 1/	29.5	29.7	29.8	24.0	23.5	21.4	17.0	24.6	19.6	20.9
<b>Pour mémoire :</b>										
Proportion des actifs détenus par les trois plus grandes	53.7	50.7	45.4	42.3	45.7	42.0	41.0	38.8	...	...
Nombre de banques	10	12	12	15	15	16	16	17	17	18

Sources : Autorités mauritaniennes; et services du FMI.

1/ Actifs liquides : trésorerie, réserves, et bons du Trésor.



**Tableau 6. Mauritanie : Besoins et sources de financement extérieur, 2016–22**  
(en millions de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020		2021	2022
				Est.	4ème rév.	Proj.	Proj.	
<b>Total besoins</b>	<b>-1051</b>	<b>-1035</b>	<b>-1354</b>	<b>-1325</b>	<b>-1564</b>	<b>-1641</b>	<b>-1740</b>	<b>-1523</b>
Déficit des transactions courantes, hors dons	-877	-856	-1080	-1046	-1291	-1368	-1401	-1208
Amortissement de la dette publique extérieure 1/	-175	-179	-274	-279	-273	-273	-339	-315
<i>Dont</i> : Arabie saoudite	-5	-8	-8	-9	...	-11	-72	-72
Fonds monétaire arabe	0	-18	-46	-38	...	-28	-23	-8
Fonds arabe pour le développement économique et social	-35	-37	-45	-47	...	-54	-63	-67
Banque islamique de développement	-10	-11	-30	-22	...	-22	-25	-25
Chine	-18	-19	-18	-24	...	-24	-27	-30
FMI	-10	-15	-19	-21	...	-20	-14	-9
<b>Total Sources</b>	<b>1051</b>	<b>1035</b>	<b>1354</b>	<b>1325</b>	<b>1519</b>	<b>1273</b>	<b>1740</b>	<b>1523</b>
Investissement direct étranger et entrées de capitaux (nets)	280	599	792	908	937	594	1120	1053
Dons officiels (référence)	170	175	104	240	69	81	70	73
<i>Dont</i> : Union européenne	11	11	...	13	...	12	...	...
Banque mondiale	26	26	15	34	...	35	...	...
Banque africaine de développement	10	10	...	3	...	...	...	...
Emirats arabes unis	40	...	2	...	...	...	...	...
Décaissements de prêts officiels (hors FMI)	322	242	253	289	224	224	260	285
<i>Dont</i> : Fonds monétaire arabe	100	...	...	...	...	...	...	...
Fonds arabe pour le développement économique et social	81	122	110	164	...	...	...	...
Banque islamique de développement	51	25	14	7	...	...	...	...
Chine	39	7	11	...	...	...	...	...
Inde	...	9	53	39	...	...	...	...
Fonds saoudien pour le développement	...	26	49	35	...	...	...	...
Décaissements du FMI au titre de la FEC	...	23	47	46	...	...	...	...
Autres flux 2/	258	43	321	-24	365	374	277	175
Tirage sur les réserves (néгатif = accumulation)	-2	-26	-70	-219	-76	0	13	-55
Tirage sur le compte pétrolier (néгатif = accumulation)	24	-22	-93	85	0	0	0	-8
<b>Déficit de financement</b>	...	...	...	...	<b>46</b>	<b>368</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Financement attendu du FMI</b>	...	...	...	...	<b>46</b>	<b>175</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
FCR du FMI (prospective)	...	...	...	...	n.a.	130	0	0
FEC du FMI (prospective)	...	...	...	...	46	45	0	0
<b>Déficit résiduel/ appui d'autres bailleurs</b>	...	...	...	...	<b>0</b>	<b>193</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Sources : Autorités mauritaniennes; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Incluant l'administration centrale, la banque centrale, et la SNIM.

2/ Incluant la SNIM, la SMHPM, les banques commerciales, erreurs et omissions, et financement exceptionnel.

Tableau 7. Mauritanie : Capacité à rembourser le FMI, 2020-34

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
<b>Obligations du FMI sur la base crédit existant</b>															
Principal (en millions de DTS)	14.34	9.94	6.62	6.07	11.59	16.56	16.56	16.56	11.59	4.97	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Charges et intérêts (en millions de DTS)	0.06	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03
<b>Obligations du FMI sur base crédit existant/prospectif</b>															
Principal (en millions de DTS)	14.34	9.94	6.62	6.07	11.59	27.78	42.32	42.32	37.35	30.73	14.54	0.00	0.00	0.00	0.00
Charges et intérêts (en millions de DTS)	0.06	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03
<b>Total obligations sur base crédit existant/prospectif</b>															
En millions de DTS	14.40	9.97	6.65	6.10	11.62	27.81	42.35	42.35	37.38	30.76	14.57	0.03	0.03	0.03	0.03
En millions de dollars US	19.94	13.85	9.27	8.52	16.29	39.13	59.59	59.59	52.60	43.29	20.50	0.04	0.04	0.04	0.04
En pourcentage des exportations de biens et de services	0.88	0.57	0.36	0.29	0.52	1.19	1.79	1.76	1.52	1.23	0.57	0.00	0.00	0.00	0.00
En pourcentage du service de la dette	7.29	3.89	2.65	2.43	4.60	11.12	21.61	21.73	20.34	17.59	8.92	0.02	0.02	0.02	0.02
En pourcentage du PIB	0.27	0.18	0.12	0.10	0.18	0.41	0.60	0.57	0.47	0.37	0.17	0.00	0.00	0.00	0.00
En pourcentage des réserves internationales brutes	1.76	1.23	0.79	0.72	1.28	2.76	3.67	3.22	2.51	1.82	0.76	0.00	0.00	0.00	0.00
En pourcentage de la quote-part	11.18	7.74	5.16	4.74	9.02	21.59	32.88	32.88	29.02	23.88	11.31	0.02	0.02	0.02	0.02
<b>Encours crédit du FMI</b>															
En millions de DTS	229.3	219.3	212.7	206.6	195.0	167.3	124.9	82.6	45.3	14.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
En millions de dollars US	317.5	304.8	296.5	288.8	273.5	235.4	175.8	116.3	63.7	20.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
En pourcentage des exportations de biens et de services	14.1	12.4	11.5	9.8	8.7	7.2	5.3	3.4	1.8	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
En pourcentage du service de la dette	116.1	85.5	84.8	82.4	77.3	66.9	63.7	42.4	24.6	8.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
En pourcentage du PIB	4.3	4.0	3.7	3.4	3.0	2.5	1.8	1.1	0.6	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
En pourcentage des réserves internationales brutes	27.9	27.1	25.2	24.4	21.5	16.6	10.8	6.3	3.0	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
En pourcentage de la quote-part	178.0	170.3	165.1	160.4	151.4	129.9	97.0	64.1	35.1	11.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Utilisation nette du crédit du FMI (millions de DTS)</b>															
Décaissements	128.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Remboursements	14.3	9.9	6.6	6.1	11.6	27.8	42.3	42.3	37.4	30.7	14.5	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Pour mémoire :</b>															
Exportations de biens et de services (en millions de dollars US)	2,254.7	2,450.8	2,572.3	2,946.2	3,133.9	3,284.4	3,334.6	3,378.8	3,450.4	3,512.2	3,569.3	3,639.2	3,723.4	3,797.9	3,877.5
Service de la dette (en millions de dollars US)	273.5	356.4	349.8	350.4	353.9	351.9	275.8	274.3	258.6	246.1	229.8	196.5	195.7	184.0	180.1
PIB nominal (en millions de dollars US)	7,417.4	7,659.8	7,982.8	8,552.2	9,120.8	9,558.1	10,007.6	10,530.7	11,078.8	11,662.3	12,286.6	12,955.5	13,681.4	14,457.5	15,281.8
Réserves internationales brutes (en millions de dollars US)	1,136.1	1,123.0	1,177.9	1,184.9	1,270.7	1,418.0	1,625.4	1,852.2	2,093.0	2,381.0	2,696.9	3,059.6	3,458.3	3,925.2	4,424.5
Quote-part (en millions de DTS)	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8	128.8

Sources: estimations et projections des services du FMI.

Tableau 8. Mauritanie : Matrice d'évaluation des risques 1/

Sources de risques	Probabilité relative	Effet escompté	Riposte des autorités
<b>Risques mondiaux</b>			
Épidémie prolongée de COVID-19	<b>Forte</b>	<b>Fort.</b> La baisse des cours mondiaux des produits de base (métaux, gaz, poisson) et la diminution des flux commerciaux réduisent les exportations et l'IDE et ont une incidence négative sur la croissance intérieure, la pauvreté et les positions budgétaire et extérieure.	Un soutien considérable des donateurs est indispensable. Utiliser les marges de manœuvre extérieure et budgétaire et assouplir le taux de change pour procéder à un ajustement progressif. Mener des réformes structurelles visant à diversifier l'économie et les marchés à l'exportation afin d'accroître la résilience.
Mécontentement social et instabilité politique généralisés	<b>Forte</b>	<b>Fort.</b> Baisse éventuelle des flux de financement et d'aide au développement. La diminution des flux commerciaux réduit les exportations et l'IDE et a une incidence négative sur la croissance intérieure, la pauvreté et les positions budgétaire et extérieure.	Utiliser les marges de manœuvre extérieures et assouplir le taux de change pour procéder à un ajustement progressif. Mener des réformes structurelles visant à diversifier l'économie et les marchés à l'exportation afin d'accroître la résilience.
Montée du protectionnisme	<b>Forte</b>	<b>Moyen.</b> Diminution des perspectives d'IDE dans de nouveaux secteurs (notamment gazier), avec un impact sur la diversification, les exportations, et la croissance.	Accélérer les réformes du climat des affaires et assouplir le taux de change pour renforcer la compétitivité et atténuer les chocs. Élaborer des programmes d'emprunts prudents, assortis de financements concessionnels, et recourir aux recettes gazières pour réduire l'endettement.
Offre excédentaire sur le marché pétrolier	<b>Forte</b>	<b>Fort.</b> Baisse de l'IDE dans les industries extractives et risques pour l'exploitation future du gaz, avec un impact négatif sur la croissance et les positions budgétaire et extérieure.	Renforcer les marges de manœuvre budgétaire et extérieure. Assouplir le taux de change et utiliser les marges de manœuvre extérieures pour procéder à un ajustement progressif. Mener des réformes structurelles visant à diversifier l'économie et les marchés à l'exportation afin d'accroître la résilience.
Intensification des tensions géopolitiques et des risques sécuritaires	<b>Moyenne</b>	<b>Fort.</b> Impact négatif sur le commerce régional. Accroissement des coûts budgétaires et sécuritaires en raison des migrations en provenance des pays voisins. Impact négatif sur l'état d'esprit des investisseurs et sur la diversification économique.	Créer un espace budgétaire pour imprévus en consolidant le budget et en élargissant l'assiette fiscale au moyen de réformes et d'une diversification de l'économie. Continuer de renforcer la coopération régionale en matière de sécurité.
<b>Risques intérieurs</b>			
Troubles politiques et sociaux ; attentats terroristes à l'échelle régionale.	<b>Moyenne</b>	<b>Fort.</b> Hausse des dépenses publiques, notamment en matière de sécurité ; baisse de confiance des investisseurs et affaiblissement des perspectives de croissance.	Améliorer la gouvernance et le climat des affaires, renforcer les structures de lutte contre la corruption. Favoriser une croissance inclusive et augmenter les dépenses sociales.
Ralentissement des réformes	<b>Moyenne</b>	<b>Fort.</b> Impact négatif sur les résultats sociaux, la confiance des investisseurs et les perspectives de croissance.	Assurer un consensus sur les réformes. Investir dans le capital humain et dans les institutions.
Réduction des services de correspondants bancaires	<b>Moyenne</b>	<b>Moyen.</b> Diminution des paiements internationaux ayant une incidence	Renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le

		négative sur le commerce et les envois de fonds. Progression de l'informalité.	financement du terrorisme (LBC/FT) et sa mise en œuvre ; intensifier la sensibilisation des banques étrangères.
<p>1 La matrice d'évaluation des risques présente des évènements qui pourraient significativement altérer la trajectoire de référence (scénario le plus susceptible de se concrétiser, selon l'avis des services du FMI). La probabilité relative est l'évaluation subjective, par les services du FMI, des risques pesant sur la référence ("faible" indiquant une probabilité inférieure à 10 %, "moyenne" entre 10 et 30 %, et "forte" entre 30 et 50 %). Cette matrice illustre l'avis des services du FMI sur les sources de risques et sur le niveau global d'inquiétude au moment des entretiens avec les autorités. Certains risques peuvent ne pas être mutuellement exclusifs mais interdépendants et se concrétiser simultanément. Les risques conjoncturels sont particulièrement pertinents à des horizons plus courts (jusqu'à 2 ans) compte tenu de la référence actuelle. Les risques structurels (omis de la présente version rationalisée) restent significatifs à des horizons plus courts et plus longs (jusqu'à 3 ans).</p>			

## Appendice I. Lettre d'intention

Nouakchott, le 17 avril 2020

Madame Kristalina Georgieva  
Directrice générale  
Fond Monétaire International  
Washington DC

Madame la Directrice générale,

La pandémie causée par le COVID-19 a un impact énorme et sans précédent sur la population et l'économie mauritaniennes. Elle affecte les vies humaines et la santé et les moyens de subsistance de la population, et menace de détruire le tissu social et économique de notre pays. En consultation avec l'OMS et d'autres agences des Nations unies, nous avons pris des mesures pour contenir l'expansion de la pandémie et pour mitiger son impact. Nous avons annulé les vols commerciaux internationaux de passagers, fermés les postes frontières pour les personnes et n'avons laissé que huit ouverts pour le passage de biens essentiels tels que les médicaments et les produits alimentaires. Nous avons imposé des mesures de confinement dans les centres urbains et suspendu toutes les activités commerciales non-essentiels, ce qui a eu un effet dramatique sur l'économie. Afin de mitiger les conséquences de ce fléau, qui s'ajoutent à celles de la sécheresse, nous sommes en train d'accroître nos dépenses de santé et de services publics connexes, d'étendre la protection sociale des plus démunis, d'introduire des mesures de soutien aux ménages et aux petites entreprises, de soutenir la production agricole nationale et de constituer des stocks de sécurité alimentaire.

La pandémie pourrait amener une contraction de l'activité économique cette année – potentiellement de l'ordre de 2%, en contraste notoire avec la projection de croissance du PIB d'avant crise de plus de 6%. Nous estimons qu'à la fois les secteurs extractifs et non-extractifs seront affectés de manière significative par les mesures de prévention et de réponse à la pandémie et par la baisse de la demande extérieure. La balance des paiements devrait se détériorer à la suite de la chute des exportations, de la hausse des coûts des importations de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels, et de la chute des envois de fonds de l'étranger. En conséquence, le déficit du compte extérieur courant pourrait se creuser et un besoin de financement de près de \$370 millions (5% du PIB) pourrait apparaître.

La pandémie a déjà un impact direct et substantiel sur le budget. Nous avons mis en place un fonds spécial d'assistance sociale pour financer l'achat de matériel et produits médicaux, une assistance ciblée en faveur des ménages et petites entreprises les plus touchés par la crise, et des exonérations d'impôts temporaires pour certains biens essentiels. Des pertes fiscales significatives sont également attendues à la suite de la contraction économique. Le coût initial des mesures d'urgence déjà prises s'élève à 2,5 milliards de MRU (1% du PIB non-extractif) et pourrait croître jusqu'à plusieurs points de pourcent du PIB compte tenu des charges budgétaires supplémentaires prévues en matière de

sécurité, santé, et protection sociale. Nous préparerons des interventions sociales supplémentaires si la situation fluide venait à se détériorer.

Afin de prévenir l'instabilité du secteur financier, la Banque centrale de Mauritanie (BCM) a réagi rapidement et fourni des liquidités aux banques en diminuant les réserves obligatoires et en réduisant son taux directeur. La BCM continuera de suivre les ratios prudentiels critiques et les développements en matière de prix et sera prête à agir en cas de besoin.

Dans ce contexte, et face à un besoin urgent de la balance des paiements causé par la pandémie, nous sollicitons un financement d'urgence du FMI au titre de la facilité de crédit rapide d'un montant de 95,680 millions de DTS, équivalent à environ 74,3% de notre quota, afin de réduire la pression sur les réserves de change officielles et de financer le budget de l'Etat. Nous souhaitons que les fonds soient déboursés comme une aide budgétaire. A cette fin, le Ministère des Finances et la BCM ont signé un protocole d'accord portant sur leurs responsabilités respectives pour s'acquitter des obligations financières envers le FMI. Combiné avec l'appui des autres partenaires au développement, ce décaissement permettra de combler les besoins de financement projetés de la balance des paiements et du budget en 2020. Nous sommes convaincus que le soutien du FMI jouera un rôle catalytique pour mobiliser des financements additionnels auprès de nos partenaires.

Nos politiques à venir viseront à allouer des ressources suffisantes aux dépenses cruciales de santé, de services d'urgence et de protection sociale, ainsi qu'à celles relatives à la communication sur les risques et l'engagement vis-à-vis des communautés locales, la surveillance et le suivi des cas, la prévention et le contrôle des infections et le dépistage. Nous effectuerons toutes les dépenses à travers le budget et ferons en sorte que toutes les ressources consacrées aux interventions d'urgence seront suivies, comptabilisées et rapportées de manière transparente. Pour éviter une mauvaise utilisation des ressources, nous contrôlerons de façon attentive les dépenses d'urgence et nous publierons sur le site Internet du Ministère des finances les informations concernant les contrats de passation de marchés publics relatifs à l'atténuation des effets de la crise, les noms des sociétés adjudicatrices et leurs propriétaires bénéficiaires, ainsi que les certificats de livraison ex post. Nous demanderons à la Cour des comptes d'auditer les dépenses d'urgence une fois que la crise s'estompera et de publier les résultats de ces audits. Nous accélérerons le déploiement sur l'ensemble du territoire du programme de transferts sociaux ciblant les ménages vulnérables et étendrons les programmes d'aide alimentaire existants. Nous reprioriserons au besoin les dépenses courantes et d'investissement non-essentiels afin d'augmenter les dépenses sociales et de santé prioritaires. Ces politiques nous permettront d'avancer vers la réalisation de nos objectifs de réduction de la pauvreté et de croissance. Enfin, pour ancrer l'expansion budgétaire de cette année dans un cadre budgétaire de moyen terme qui préserve la viabilité de la dette, nous préparerons un plan pour résorber les mesures temporaires et revenir à un surplus budgétaire primaire lorsque la crise s'estompera.

Nous restons fermement engagés à atteindre les objectifs généraux du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI et aux politiques économiques décrites dans notre dernière lettre d'intention du 25 novembre 2019, dont nous estimons qu'elles permettront de résoudre les difficultés actuelles de la balance des paiements. Nous avons atteint tous les objectifs quantitatifs à

fin décembre 2019 et fait des progrès importants pour atteindre des repères structurels dans le cadre du programme malgré quelques retards. Toutefois, les incertitudes qui pèsent sur les perspectives économiques rendent difficile l'achèvement de la cinquième revue de cet arrangement dans les circonstances actuelles. Nous sommes conscients, cependant, de la nécessité de continuer à assurer la stabilité macroéconomique et la soutenabilité de la dette malgré la hausse à court terme des dépenses pour contrer l'impact de la pandémie, et nous nous engageons à mettre en œuvre des politiques budgétaires de moyen terme en cohérence avec nos objectifs de viabilité de moyen terme.

En conformité avec la politique du FMI en matière de sauvegardes, nous nous engageons à entreprendre une mise à jour de l'évaluation des sauvegardes qui sera complétée avant l'approbation de tout arrangement futur par le conseil d'administration du FMI ; à fournir aux services du FMI les rapports d'audit nécessaires ; et à autoriser les auditeurs extérieurs de la BCM à discuter avec les services du FMI. De surcroît, la Mauritanie n'imposera pas de nouvelles restrictions, ni n'intensifiera celles existantes, sur les paiements et transferts relatifs aux transactions internationales courantes ; de restrictions commerciales visant des objectifs de balance des paiements ; de pratiques de taux de change multiples ; et ne prendra pas d'engagements de paiements bilatéraux incompatibles avec ses obligations au titre de l'article VIII des statuts du FMI. Nous consentons également à la publication de cette lettre et du rapport des services du FMI y relatif.

Veillez agréer, Madame la Directrice Générale, l'expression de notre très haute considération,

/s/

Mr. Cheikh El Kebir Moulaye Taher  
Gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie

/s/

Mr. Mohamed-Lemine Dhehby  
Ministre des Finances

/s/

Mr. Abdel Aziz Dahi  
Ministre de l'Economie et de l'Industrie



# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

## DEMANDE DE DECAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE — ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE

Le 17 avril 2020

Approuvé par

Taline

Koranchelian,

Ashwin Ahuja

(FMI) et Marcello

Estevão (AID)

Rédigé par les services du Fonds monétaire international et de l'Association internationale de développement.

<b>Risque de surendettement extérieur :</b>	Élevé
<b>Risque de surendettement global :</b>	Élevé
<b>Niveau de détail de la notation du risque :</b>	Viable
<b>Élément d'appréciation :</b>	Non
<b>Projections macroéconomiques</b>	Contraction de l'activité en 2020 et mise en production du champ gazier de Grand Tortue/Ahmeyim retardé d'un an (2023). Déficit primaire en 2020; retour à l'excédent stable qui était préalablement prévu après deux ans. Les prix du minerai de fer ont baissé de 10 %, d'où une hausse du déficit courant.
<b>Stratégie de financement</b>	La FCR répondra aux besoins de financement supplémentaires; les emprunts concessionnels et les dons en 2020 feront augmenter la dette extérieure de plus de 5 % du PIB.
<b>Outils de réalisme utilisés</b>	Forte variation imprévue de la dette publique au cours des cinq dernières années.
<b>Notation mécanique des risques d'après l'AVD extérieure</b>	Élevé
<b>Notation mécanique des risques d'après l'AVD publique</b>	Élevé
Le périmètre de la dette est le même que dans les AVD antérieures : administration centrale et organismes publics, banque centrale et dette des entreprises publiques garantie par l'État (inclut la société nationale de pétrole et de gaz, exclut la société nationale des mines). La note de l'indicateur composite est de 2,84 et la capacité d'endettement est jugée moyenne.	

*Le risque de surendettement extérieur et le risque de surendettement public global restent élevés : le ratio VAN de la dette extérieure publique/PIB continue de dépasser son seuil en 2020–22 d'après les projections du scénario de référence, et le ratio service de la dette/recettes dépasse son seuil en 2020–25. Toutefois, la dette extérieure et la dette publique sont jugées viables, car d'après les projections, ces deux indicateurs devraient baisser régulièrement et tomber au-dessous de leurs seuils respectifs d'ici 2026. La notation de risque demeure élevée, en dépit du rebasage des comptes nationaux par les autorités, à*



*la suite duquel les estimations du PIB nominal ont été révisées à la hausse de 35 % en 2018, du fait de l'adoption du SCN 2008 et de l'expansion de la couverture des activités informelles.*

*Les perspectives macroéconomiques sont nettement moins favorables que dans la précédente analyse de viabilité de la dette (AVD) de novembre 2019 en raison du choc extérieur causé par la pandémie de COVID-19 et du retard accusé par le projet gazier de Grand Tortue/Ahmeyim. Les perspectives des exportations, de la croissance, du budget et de la dette sont très incertaines et sont vulnérables à une aggravation des effets de la pandémie, à des revers au niveau des prix des métaux et du pétrole, à l'évolution de la sécurité dans la région et aux aléas climatiques. Il convient d'adopter des politiques prudentes, notamment d'éviter les emprunts non concessionnels et de privilégier les dons et les financements concessionnels contractés à un rythme modéré qui soit compatible avec la capacité d'absorption.*

**Tableau 1. Mauritanie : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2017-40**  
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Projections							Moyenne &/		
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Scénario historique	Projections
<b>Dette extérieure (nominale) 1/</b>	77.7	75.7	71.3	66.3	64.5	62.1	58.6	55.4	53.3	46.6	38.8	70.1	55.0
dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)	66.7	66.7	63.4	59.0	58.3	56.9	54.0	51.1	49.2	43.4	37.1	60.1	50.5
<b>Variation de la dette extérieure</b>	-2.9	-2.0	-4.4	-5.0	-1.7	-2.4	-3.5	-3.2	-2.1	-1.1	-0.8		
<b>Flux générateurs d'endettement net identifiés</b>	-3.0	0.0	-6.5	10.8	0.1	-1.8	-4.2	-2.7	-3.2	-2.5	-2.9	0.1	-1.5
<b>Déficit extérieur courant hors intérêts</b>	8.5	12.3	9.2	16.0	15.9	12.7	5.4	3.7	3.1	3.5	3.6	11.7	6.7
Déficit de la balance des biens et services	12.6	16.2	14.0	19.0	19.5	16.7	9.3	5.5	5.8	6.0	5.6	14.3	9.8
Exportations	29.4	30.4	34.7	30.4	32.0	32.2	34.4	34.4	34.4	29.1	21.0		
Importations	42.0	46.6	48.7	49.4	51.5	48.9	43.8	39.9	40.1	35.0	26.5		
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	-4.0	-2.9	-4.6	-1.8	-1.8	-1.7	-1.7	-1.6	-1.5	-1.3	-0.9		
dont : officiels	-2.6	-1.5	-3.2	-1.1	-0.9	-0.9	-0.9	-0.9	-0.9	-0.8	-0.6		
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	-0.2	-1.0	-0.2	-1.2	-1.8	-2.2	-2.2	-0.3	-1.1	-1.2	-1.1		
<b>IDE nets (négatifs = entrées)</b>	-8.7	-11.9	-11.6	-8.0	-14.6	-13.2	-7.3	-4.7	-5.3	-4.7	-5.3	0.5	-1.5
<b>Dynamique endogène de la dette 2/</b>	-2.8	-1.3	-4.1	2.8	-1.2	-1.3	-2.3	-1.7	-1.1	-1.3	-1.1	-9.8	-7.2
Contribution du taux d'intérêt nominal	1.6	1.6	1.4	1.4	1.5	1.5	1.4	1.3	1.2	0.9	0.8		
Contribution de la croissance du PIB réel	-2.7	-1.6	-4.1	1.5	-2.7	-2.8	-3.7	-3.0	-2.3	-2.2	-1.9		
Contribution des variations de prix et de taux de change	-1.7	-1.3	-1.4	...	...	...	...	...	...	...	...		
<b>Résiduel 3/</b>	0.1	-1.9	2.1	-15.8	-1.8	-0.6	0.6	-0.5	1.1	1.4	2.0	0.2	-0.8
dont : financement exceptionnel	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
<b>Indicateurs de viabilité</b>													
<b>VA de la dette extérieure CGE/PIB</b>	...	...	48.4	41.5	41.4	40.6	38.4	36.1	34.5	30.1	27.8		
<b>VA de la dette extérieure CGE/exportations</b>	...	...	139.6	136.6	129.3	126.0	111.6	105.2	100.4	103.7	132.3		
<b>Ratio service de la dette CGE/exportations</b>	10.2	12.8	10.5	12.2	14.6	13.6	11.9	11.4	11.3	10.1	13.6		
<b>Ratio service de la dette CGE/recettes</b>	15.3	17.6	19.1	20.8	24.9	22.8	21.2	19.8	19.4	14.0	12.8		
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	0.6	0.8	0.5	1.3	0.8	0.7	0.6	0.6	0.5	0.5	0.6		
<b>Principales hypothèses macroéconomiques</b>													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	3.5	2.1	5.9	-2.0	4.2	4.6	6.4	5.4	4.4	4.8	5.1	3.8	4.3
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	2.2	1.7	1.9	-0.4	-0.9	-0.3	0.7	1.2	0.3	0.5	1.0	1.5	0.2
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	2.1	2.1	2.0	1.9	2.3	2.4	2.5	2.4	2.3	2.0	2.2	1.8	2.0
Croissance des exportations de biens & services (S, en %)	19.5	7.4	22.9	-14.5	8.7	5.0	14.5	6.4	4.8	1.6	2.7	8.2	3.0
Croissance des importations de biens & services (S, en %)	13.7	15.2	12.7	-1.0	7.6	-0.9	-4.2	-2.8	5.4	-0.1	2.8	7.5	1.5
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	28.1	28.1	30.8	34.6	39.5	39.3	33.1	23.1	...	34.2
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	19.7	22.1	19.0	17.8	18.7	19.3	19.4	19.7	20.0	20.9	22.3	19.8	19.8
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1		
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...	3.3	1.8	1.8	1.7	1.6	1.6	1.4	0.9	...	1.8
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	...	...	...	31.5	32.4	35.6	39.5	44.5	44.0	36.6	25.0	...	38.5
PIB nominal (milliards de dollars EU)	7	7	8	7	8	8	9	9	10	12	22		
Croissance du PIB nominal en dollars	5.8	3.9	7.8	-2.4	3.3	4.2	7.1	6.6	4.8	5.4	6.1	5.3	4.5
<b>Pour mémoire :</b>													
VA de la dette extérieure 7/	...	...	56.3	48.8	47.6	45.9	43.0	40.4	38.6	33.3	29.6		
En pourcentage des exportations	...	...	162.3	160.4	148.8	142.3	124.9	117.7	112.3	114.7	140.9		
Ratio service de la dette/exportations	30.1	33.3	25.3	29.5	30.4	28.2	24.4	21.9	21.0	19.1	20.9		
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	3.7	3.1	3.2	3.2	3.3	3.3	3.3	3.7	6.0		
(VAT - VAT-1)/PIBt-1 (en pourcentage)	...	...	-7.9	1.2	0.9	0.6	0.1	0.0	1.0	1.4	1.4		
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	11.4	14.2	13.6	21.0	17.6	15.1	8.9	6.8	5.2	4.6	4.4		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à  $[r - g - p(1 + g) + \alpha(1 + r)] / (1 + g + p + gp)$  multiplié par le ratio d'endettement de la période précédente, où  $r$  = taux d'intérêt nominal;  $g$  = taux de croissance du PIB réel;  $p$  = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU;  $\alpha$  = appréciation nominale de la monnaie locale, et  $\alpha$  = part de la dette extérieure libellée en monnaie locale dans la dette extérieure totale.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

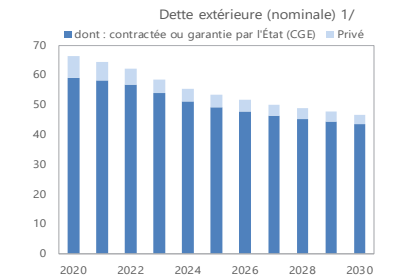
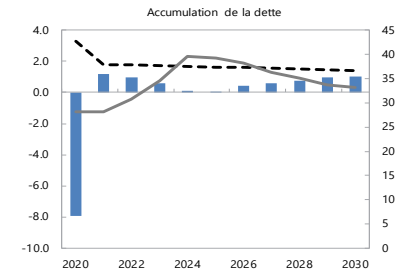
5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

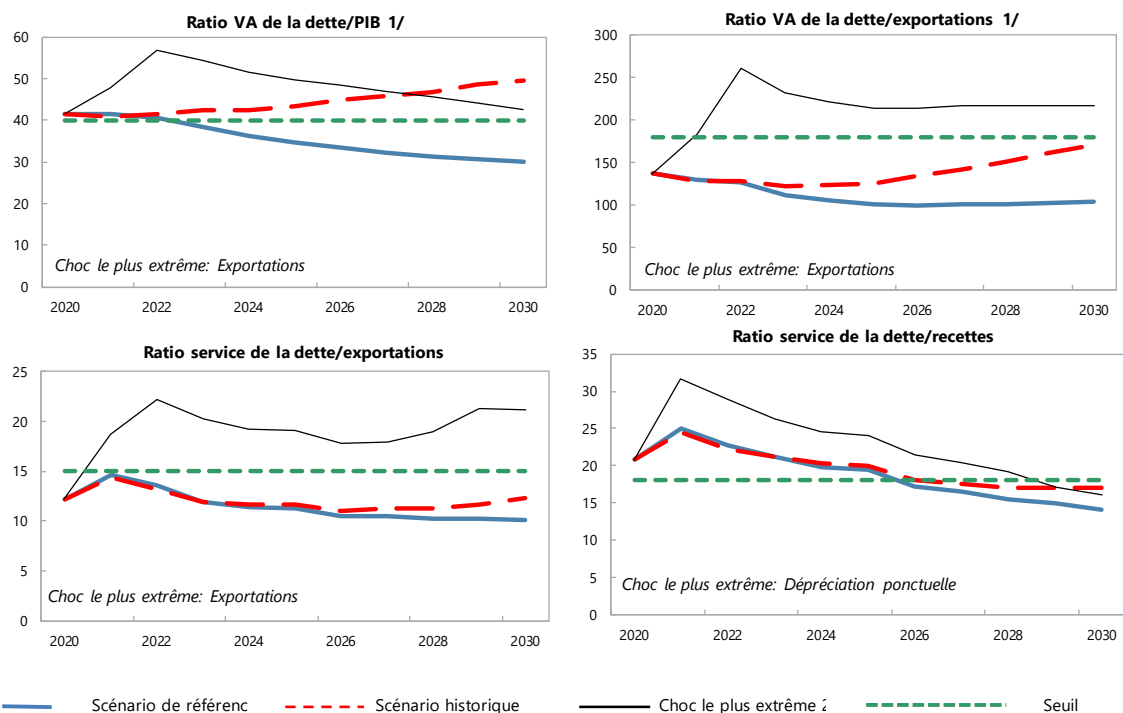
7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Définition de la dette extérieure/intérieure	Residency-based
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes



**Graphique 1. Mauritanie : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État dans d'autres scénarios, 2020-30**



Personnalisation des paramètres par défaut		
	Amplieur	Interactions
<b>Choc d'engagements</b>		
Passifs éventuels combinés 3/	Yes	
Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.
Prix des produits de base	No	No
Financement de marché	n.a.	n.a.

Note: "Yes" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *		
	Défaut	Défini par l'utilisateur (Personnalisés)
<b>Part de la dette marginale</b>		
External PPG MLT debt	100%	
<b>Modalités de la dette marginale</b>		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars	1.7%	1.7%
Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	23	23
Période de grâce moyenne (minimum 1)	6	6

\* Note: Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Does not include passive debt to the Kuwait Investment Authority.

exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

3/ The magnitude of the shock used for the combined contingent liability shock has been increased to factor in the full value of the Nouakchott harbor PPP.

**Tableau 2. Mauritanie : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2020-30 (en pourcentage)**

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>											
<b>Scénario de référence</b>	42	41	41	38	36	34	33	32	31	31	30
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	42	41	41	42	42	43	45	46	47	49	50
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	42	43	43	41	39	37	36	34	33	33	32
B2. Solde primaire	42	42	43	42	40	39	39	38	37	37	36
B3. Exportations	42	48	57	54	51	50	48	47	46	44	42
B4. Autres flux 3/	42	49	55	52	49	48	46	45	44	42	41
B5. Dépréciation	42	52	47	44	41	39	38	36	35	35	34
B6. Combinaison de B1-B5	42	52	56	53	50	48	47	46	44	43	41
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	42	46	47	46	45	44	44	43	42	42	41
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	42	44	46	44	41	40	38	37	36	35	34
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
<b>Ratio VA de la dette/exportations</b>											
<b>Scénario de référence</b>	137	129	126	112	105	100	100	101	101	102	104
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	137	128	128	123	123	126	135	142	150	161	170
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	137	129	126	112	105	100	100	101	101	102	104
B2. Solde primaire	137	132	133	121	117	114	116	118	120	122	125
B3. Exportations	137	184	261	233	221	213	215	217	217	216	217
B4. Autres flux 3/	137	153	169	151	144	139	139	141	141	140	140
B5. Dépréciation	137	129	114	101	95	90	89	90	90	91	94
B6. Combinaison de B1-B5	137	174	160	175	166	160	161	162	162	162	162
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	137	142	146	134	130	128	131	133	136	139	142
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	137	153	155	135	126	119	117	117	117	117	118
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
<b>Ratio service de la dette/exportations</b>											
<b>Scénario de référence</b>	12	15	14	12	11	11	10	11	10	10	10
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	12	14	13	12	12	12	11	11	11	12	12
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	12	15	14	12	11	11	10	11	10	10	10
B2. Solde primaire	12	15	14	12	12	12	11	11	11	11	11
B3. Exportations	12	19	22	20	19	19	18	18	19	21	21
B4. Autres flux 3/	12	15	14	13	12	12	11	11	13	14	14
B5. Dépréciation	12	15	14	12	11	11	10	10	10	9	9
B6. Combinaison de B1-B5	12	16	17	16	15	15	14	14	15	16	16
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	12	15	14	12	12	12	11	11	11	11	11
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	12	16	15	13	13	12	11	11	12	12	12
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
<b>Ratio service de la dette/recettes</b>											
<b>Scénario de référence</b>	21	25	23	21	20	19	17	16	16	15	14
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	21	24	22	21	20	20	18	18	17	17	17
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	21	26	24	23	21	21	18	18	17	16	15
B2. Solde primaire	21	25	23	21	20	20	18	17	16	16	16
B3. Exportations	21	26	25	24	23	22	20	19	19	21	20
B4. Autres flux 3/	21	25	24	23	21	21	19	18	19	20	19
B5. Dépréciation	21	32	29	26	25	24	21	20	19	17	16
B6. Combinaison de B1-B5	21	26	26	24	23	22	20	19	20	21	19
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	21	25	23	22	21	20	18	18	17	16	15
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	21	27	25	24	22	21	19	17	17	17	16
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Seuil</b>	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

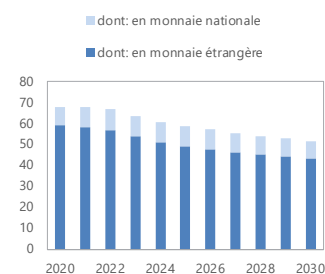
3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

**Tableau 3. Mauritanie : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2017-40**  
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

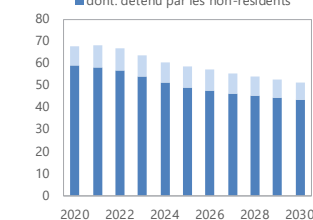
	Effectif			Projections								Moyenne 7/	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Scénario historique	Projections
<b>Dette du secteur public 1/</b>	69.6	75.8	71.8	67.8	68.0	66.8	63.7	60.6	58.5	51.4	40.8	65.0	59.6
<b>dont : libellée en devises</b>	66.7	66.7	63.4	59.0	58.3	56.9	54.0	51.1	49.2	43.4	37.1	60.1	50.5
Variation de la dette du secteur public	-2.6	6.1	-3.9	-4.0	0.2	-1.2	-3.1	-3.1	-2.1	-1.4	-1.2	-3.0	-3.0
<b>Flux générateurs d'endettement identifiés</b>	-5.5	-3.6	-8.0	3.4	-3.2	-4.1	-5.1	-4.3	-3.5	-3.4	-3.6	-3.0	-3.0
<b>Déficit primaire</b>	-0.9	-3.7	-3.1	2.2	-0.4	-1.0	-1.0	-1.0	-0.9	-1.0	-1.7	-0.8	-0.6
Recettes et dons	20.4	22.6	20.6	18.3	19.1	19.6	19.8	20.0	20.2	21.1	22.4	20.5	20.1
dont : dons	0.7	0.5	1.6	0.5	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1		
Dépenses primaires (hors intérêts)	19.5	18.9	17.6	20.5	18.7	18.6	18.8	19.0	19.3	20.2	20.7	19.7	19.5
<b>Dynamique automatique de la dette</b>	-4.5	0.3	-4.6	1.2	-2.8	-3.0	-4.1	-3.3	-2.5	-2.4	-1.9	-3.4	-3.4
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-2.2	-1.7	-4.7	1.2	-2.8	-3.0	-4.1	-3.3	-2.5	-2.4	-1.9	-3.4	-3.4
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	0.2	-0.2	-0.5	-0.3	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1		
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2.4	-1.4	-4.2	1.5	-2.7	-3.0	-4.0	-3.3	-2.6	-2.4	-2.0		
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-2.2	2.0	0.1	...	...	...	...	...	...	...	...		
<b>Autres flux générateurs d'endettement identifiés</b>	-0.2	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0
Produit des privatisations (négatif)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres)	-0.2	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
<b>Résiduel</b>	2.9	9.8	4.0	-7.4	3.4	2.8	2.0	1.2	1.4	2.0	2.4	3.4	1.2
<b>Indicateurs de viabilité</b>													
<b>VA de la dette du secteur public 3/</b>	...	...	57.7	51.3	51.8	50.9	48.5	46.0	44.2	38.4	31.7		
<b>Ratio VA de la dette public/recettes et dons (en %)</b>	...	...	279.9	280.3	271.7	259.8	245.7	230.3	218.2	181.8	141.7		
<b>Ratio service de la dette/recettes et dons (en % 4/)</b>	31.7	30.1	32.2	37.4	42.3	46.5	46.8	46.3	46.8	35.1	19.6		
Besoin de financement brut 5/	5.4	2.9	3.3	8.9	6.6	7.0	7.2	7.3	7.4	6.2	2.7		
<b>Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires</b>													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	3.5	2.1	5.9	-2.0	4.2	4.6	6.4	5.4	4.4	4.8	5.1	3.8	4.3
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	1.3	1.4	1.4	1.3	1.8	1.9	2.0	2.0	1.9	1.6	1.9	1.1	1.7
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	2.1	2.8	-0.2	0.2	0.6	1.8	1.7	1.4	2.5	3.0	3.1	1.5	2.1
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	-3.3	3.0	0.2	...	...	...	...	...	...	...	...	1.2	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	3.7	1.8	4.7	4.1	3.5	2.6	2.9	3.4	2.5	2.5	3.0	5.0	2.8
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)	0.6	-1.0	-1.7	14.6	-5.2	3.9	7.5	6.8	6.0	4.9	5.4	4.3	5.7
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 6/	1.7	-9.8	0.9	6.3	-0.6	0.2	2.1	2.1	1.2	0.4	-0.4	-2.4	1.3
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		

Définition de la dette extérieure/intérieure	Residency-based
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes

Dette du secteur public 1/



■ dont: détenu par les résidents  
■ dont: détenu par les non-résidents



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Indiquer la couverture du secteur public: Administration centrale, banque centrale, dette garantie par l'État, dette non garantie des entreprises publiques. Définition de la dette extérieure/intérieure est Residency-based.

2/ Includes exceptional financing (i.e., changes in arrears and debt relief) such as the projected resolution in 2020 of the debt owed to the Kuwait Investment Authority; changes in gross foreign assets; and valuation adjustments. For projections also includes contribution from price and exchange rate changes.

3/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD publique diffère de l'AVD externe, l'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

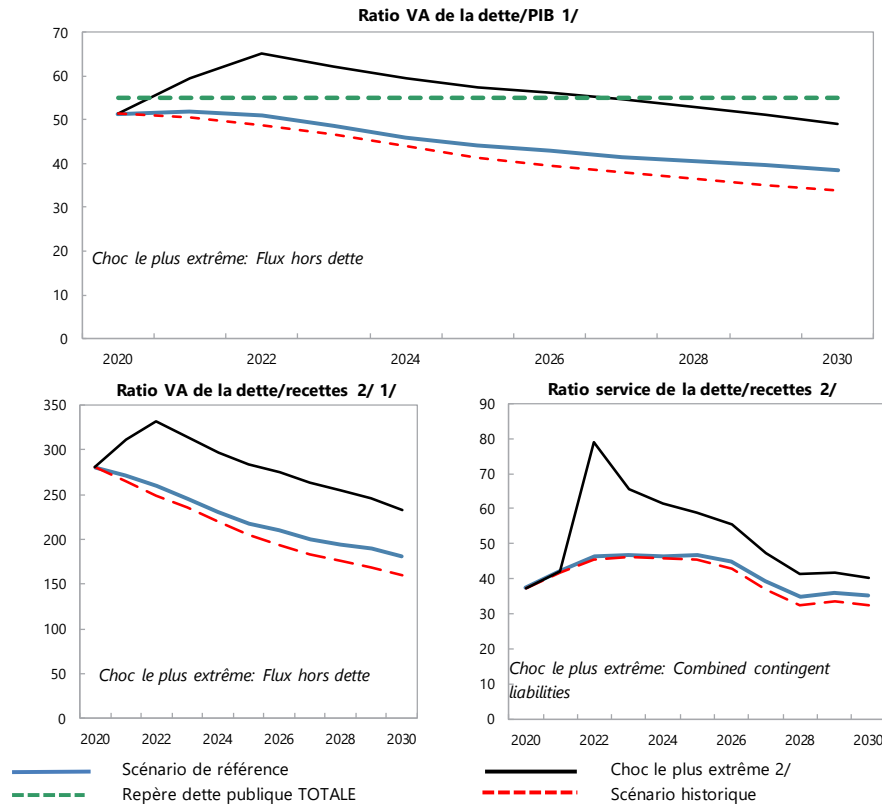
4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

5/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

6/ Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (-): excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

7/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

**Graphique 2. Mauritanie : indicateurs de la dette publique dans d'autres scénarios, 2020-30**



Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
<b>Part de la dette marginale</b>		
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	47%	47%
Dette intérieure à moyen et long terme	5%	5%
Dette intérieure à court terme	48%	48%
<b>Modalités de la dette marginale</b>		
Dette extérieure à MLT		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	1.7%	1.7%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	23	23
Période de grâce moyenne (minimum 1)	6	6
Dette intérieure à MLT		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	4.2%	4.2%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	3	3
Période de grâce moyenne	2	2
Dette intérieure à court terme		
Taux d'intérêt réel moyen	3.1%	3.1%

\* Note : dans le AVD publique, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les test de résistance relevant de l'AVD publique. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Does not include passive debt to the Kuwait Investment Authority.

résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

**Tableau 4. Mauritanie : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2020-30**

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>											
<b>Scénario de référence</b>	51	52	51	49	46	44	43	42	40	40	38
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	51	51	49	47	44	41	40	38	37	35	34
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	51	54	<b>55</b>	53	52	50	50	49	49	49	49
B2. Solde primaire	51	53	53	51	48	46	45	43	42	41	40
B3. Exportations	51	<b>57</b>	<b>64</b>	<b>61</b>	<b>58</b>	<b>56</b>	55	53	52	50	48
B4. Autres flux 3/	51	<b>59</b>	<b>65</b>	<b>62</b>	<b>59</b>	<b>57</b>	<b>56</b>	55	53	51	49
B5. Dépréciation	51	<b>61</b>	<b>58</b>	53	49	46	43	40	38	36	34
B6. Combinaison de B1-B5	51	51	50	45	42	40	38	36	36	35	34
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	51	<b>62</b>	<b>60</b>	<b>56</b>	53	51	50	48	47	47	46
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	51	53	54	53	52	51	51	51	50	50	50
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Repère dette publique TOTALE</b>	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
<b>Ratio VA de la dette/recettes 2/</b>											
<b>Scénario de référence</b>	280	272	260	246	230	218	210	200	195	190	182
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	280	265	249	236	220	205	194	183	176	169	160
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	280	281	282	270	258	249	244	238	237	236	232
B2. Solde primaire	280	279	273	256	239	226	218	208	203	199	191
B3. Exportations	280	297	325	308	291	277	269	257	250	240	228
B4. Autres flux 3/	280	312	332	315	297	284	275	263	255	245	232
B5. Dépréciation	280	319	296	271	246	226	211	194	183	173	161
B6. Combinaison de B1-B5	280	268	254	229	212	198	187	175	171	167	162
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	280	324	304	286	267	253	244	233	228	223	215
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	280	296	290	285	272	261	255	244	243	242	237
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Ratio service de la dette/recettes 2/</b>											
<b>Scénario de référence</b>	37	42	47	47	46	47	45	39	35	36	35
<b>A. Scénarios de rechange</b>											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	37	42	45	46	46	45	43	37	33	33	32
<b>B. Tests paramétrés</b>											
B1. Croissance du PIB réel	37	44	54	58	60	61	61	54	49	50	50
B2. Solde primaire	37	42	54	58	55	55	53	45	40	41	40
B3. Exportations	37	42	47	48	48	48	46	40	37	41	40
B4. Autres flux 3/	37	42	47	48	48	48	46	41	38	41	40
B5. Dépréciation	37	43	51	53	53	54	52	45	39	40	38
B6. Combinaison de B1-B5	37	41	46	46	47	48	47	41	38	40	41
<b>C. Tests Adaptés</b>											
C1. Passifs éventuels combinés	37	42	79	66	62	59	55	47	41	42	40
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	37	45	50	52	59	62	61	54	49	50	50
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

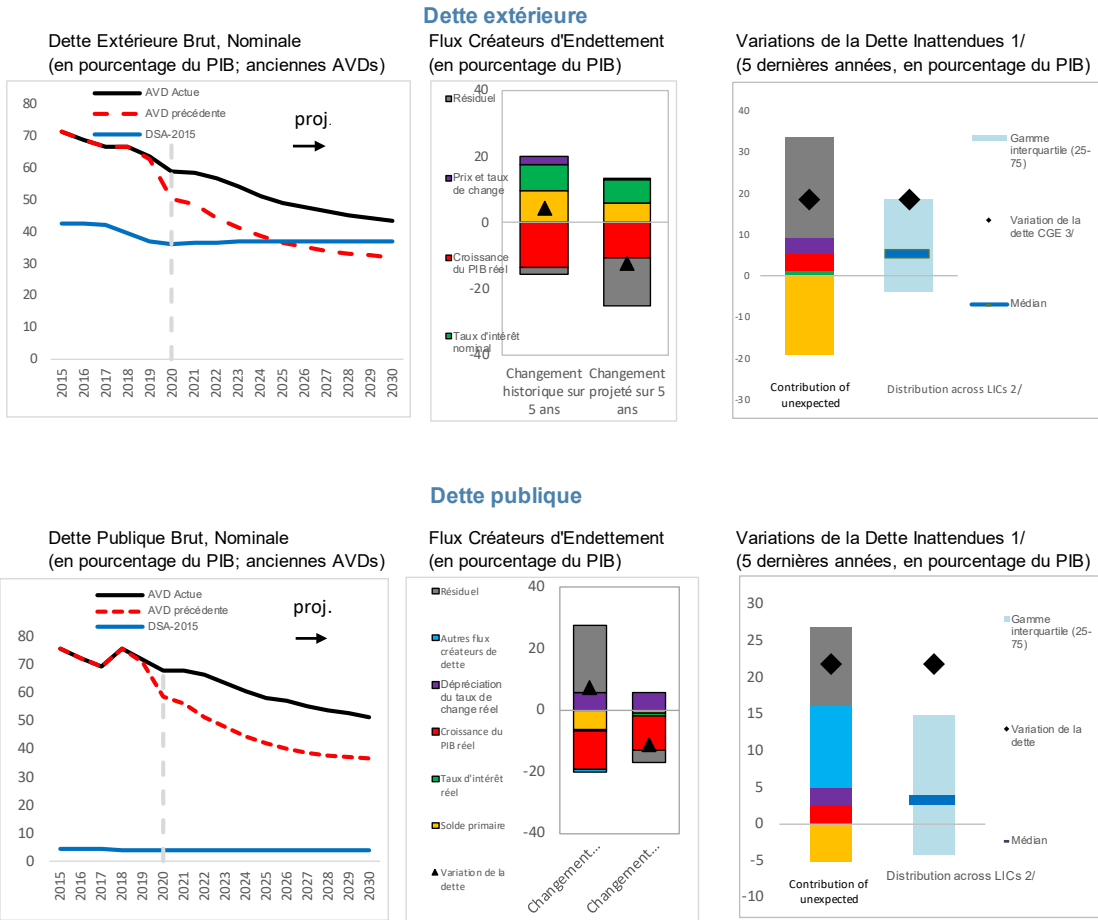
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

### Graphique 3. Mauritanie : facteurs de la dynamique de la dette, scénario de référence



1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

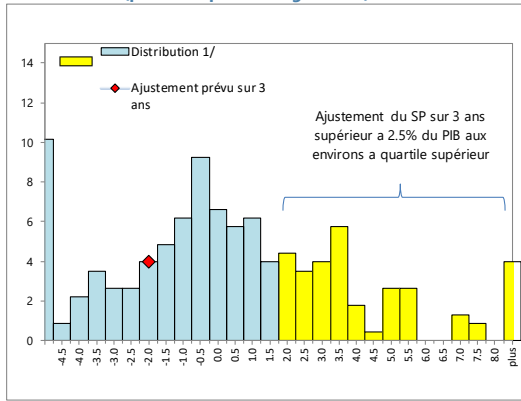
3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.



### Graphique 4. Mauritanie : outils de réalisme

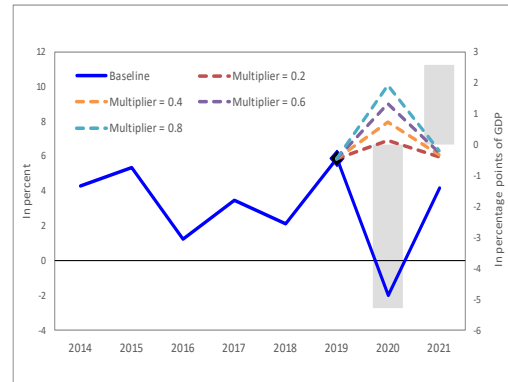
#### Ajustement sur 3 ans du solde primaire

(points de pourcentage du PIB)



1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'amplitude de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

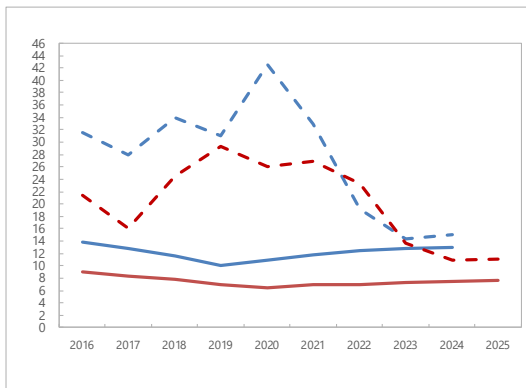
#### Rééquilibrage budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

#### Taux d'investissement public et privé 1/

(pourcentage du PIB)

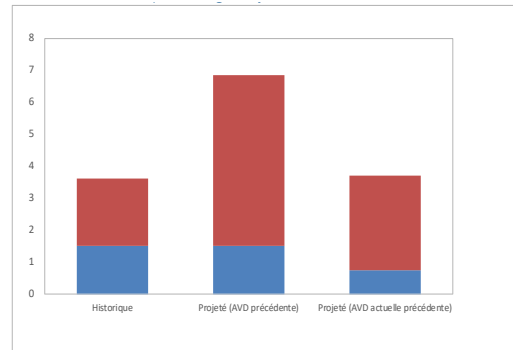


— Investissement public - AVD précédente  
 - - - Investissement privé - AVD précédente  
 — Investissement public - AVD actuelle  
 - - - Investissement privé - AVD actuelle

1/ The gap for either variable between the previous and the current DSA is due to the rebasing of GDP, and a reassessment of projections in light of new information.

#### Contribution à la croissance du PIB réel

(pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs  
 ■ Contribution de l'investissement public

**Déclaration de M. Raghani et de M. Sidi Bouna sur la République islamique de Mauritanie**  
**Réunion du conseil d'administration**  
**Le 23 avril 2020**

## **I. Introduction**

**La pandémie mondiale est lourde de conséquences en Mauritanie.** Le nombre de cas et de décès causés par la COVID-19 reste peu élevé, mais la conjoncture économique s'est considérablement détériorée. La faiblesse de la demande extérieure a provoqué une chute abrupte des exportations de produits de base et les mesures que les autorités ont prises pour freiner la propagation du virus ont provoqué une forte contraction de l'activité économique. Les besoins de financement liés à la mise en œuvre de la riposte sont considérables : ils sont respectivement estimés à 5,0 % et à 4,4 % du PIB pour la balance des paiements et le budget.

**Devant la détérioration importante de la conjoncture économique, les autorités du pays demandent au Fonds monétaire international une aide d'urgence au titre de la facilité de crédit rapide (FCR).** Les perspectives économiques du pays se sont assombries dès la fin de la mission des services du FMI à Nouakchott, qui avait pour objet d'évaluer les résultats du pays dans le cadre de la cinquième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). La revue a confirmé les bons résultats de la Mauritanie, mais la pandémie de COVID-19 rend maintenant nécessaire le recalibrage du programme.

**Les autorités tiennent à exprimer toute leur gratitude à la direction et aux services du FMI pour leur réponse rapide à la demande d'aide d'urgence.** Elles espèrent que le financement accordé par le FMI aidera à mobiliser l'aide des donateurs, en vue de répondre aux besoins de financement considérables du pays. Elles tiennent aussi à réitérer leur détermination à atteindre les objectifs de l'accord FEC et entendent reprendre avec les services du FMI les entretiens sur les revues restantes du programme dès que les conditions le permettront.

## **II. Incidences de la pandémie**

**Les prévisions de croissance ont été revues en forte baisse dans tous les secteurs de l'économie.** Selon les estimations actuelles, le PIB réel se contractera de 2 % en 2020 alors qu'on prévoyait une expansion de 6,3 % avant la crise. Le déficit courant s'est creusé : il devrait atteindre 17,3 % du PIB en 2020, alors qu'il n'était que de 10,6 % en 2019, malgré la chute des cours pétroliers imputables dans une large mesure à la diminution des exportations de produits de base. Une hausse des dépenses publiques en réaction à la pandémie, associée à une baisse considérable des recettes budgétaires, attendue du fait de la contraction de l'économie et des allègements fiscaux temporaires pour certains biens essentiels, entraînera une forte détérioration du solde budgétaire primaire, qui passera d'un excédent de 5,2 % du PIB hors secteur extractif à un déficit de 3,2 %.

**En raison de l'incertitude extrême qui entoure les perspectives du pays, la conjoncture économique en Mauritanie pourrait encore se dégrader et les besoins de financement augmenter.** Les perspectives du pays dépendent des progrès accomplis à l'échelle mondiale dans la lutte contre la COVID-19. Si la pandémie dure plus longtemps que prévu ou s'aggrave, la Mauritanie subira des conséquences encore plus défavorables et aura besoin d'une aide additionnelle des donateurs. La Mauritanie est aussi confrontée à d'autres risques importants, notamment une détérioration de la situation sécuritaire dans la région du Sahel, les changements climatiques et les retombées de la forte volatilité des cours pétroliers sur les marchés internationaux au moment où ses gisements de gaz offshore entrent en exploitation.

### III. Riposte

#### 1. *Riposte initiale*

**Les autorités ont réagi rapidement pour protéger la population contre la propagation du coronavirus et pour atténuer son impact sur l'économie.** Elles ont annulé tous les vols internationaux et fermé les frontières terrestres, sauf pour les médicaments, les aliments et les autres biens essentiels. Les écoles et les entreprises non-essentiels ont aussi été fermées et des mesures strictes de confinement à domicile ont été imposées à la population. Le gouvernement a mis en œuvre un plan pour limiter la propagation du coronavirus en dotant le système de soins de santé de moyens accrus pour surveiller l'évolution de la maladie et traiter les personnes infectées.

#### 2. *Politique budgétaire*

**Aux premières étapes de la crise, le gouvernement a augmenté les dépenses budgétaires consacrées au secteur de la santé, aux dispositifs de protection sociale et à l'aide aux entreprises et à l'agriculture.** L'obligation d'atténuer le choc économique de la pandémie a entraîné des dépenses additionnelles élevées, en particulier pour soutenir les PME et les producteurs agricoles locaux, en dehors des dépenses consacrées à la protection sanitaire et sociale. Les dépenses de sécurité augmenteront aussi, car il faut s'assurer que les mesures de confinement et les restrictions sont efficaces et respectées. Ces dépenses additionnelles seront en partie contrebalancées par une révision des priorités et par l'élimination des dépenses non essentielles afin de libérer des ressources qui seront réaffectées aux mesures plus urgentes rendues nécessaires par la crise.

**Un fonds spécial d'assistance sociale a été créé pour collecter des contributions publiques et privées dans le cadre d'un effort de solidarité nationale pour atténuer les effets sanitaires et économiques du coronavirus.** Les fonds collectés serviront à acheter de l'équipement médical et des fournitures, et à aider les ménages et les entreprises les plus durement touchés par la crise. Les autorités se sont engagées à faire preuve d'une transparence absolue dans l'utilisation des ressources affectées à la lutte contre la pandémie, y compris les sommes versées dans ce fonds spécial d'assistance sociale. La Cour des comptes procédera à un audit dont les constats seront rendus publics.

**Si la Mauritanie a réussi à limiter le niveau de sa dette publique ces dernières années, le service de la dette extérieure du pays demeure élevé.** Les autorités notent avec satisfaction que les services du FMI sont d'avis que la dette mauritanienne est viable même si le risque de surendettement demeure élevé. À moyen terme, elles s'engagent à mettre en œuvre des politiques budgétaires de nature à préserver cette viabilité de la dette. Les autorités sont aussi très satisfaites de l'initiative récente du G-20 de suspendre le service de la dette des pays à faible revenu et engagent les créanciers du pays à lui accorder un allègement au titre de cette initiative. Les autorités espèrent ainsi dégager l'espace budgétaire nécessaire pour engager les dépenses urgentes et essentielles.

### *3. Politique monétaire et secteur financier*

**En réponse à la crise, la Banque centrale de Mauritanie a agi rapidement en abaissant son taux d'intérêt directeur et le ratio de réserves obligatoires des banques.** Ces mesures font partie des efforts déployés pour soutenir l'économie et injecter de la liquidité dans le système financier. Les autorités monétaires continueront de surveiller le secteur financier afin de s'assurer que l'inflation demeure sous contrôle. Elles ont convenu avec les services du FMI que dans les circonstances actuelles, il est justifié de se montrer souple en ce qui concerne l'exigence pour les banques de rehausser leurs ratios minimums de fonds propres et de liquidités.

## **IV. Conclusion**

**L'aide d'urgence accordée par le FMI au titre de la FCR procurera à la Mauritanie des ressources dont elle a grand besoin pour atténuer les graves conséquences économiques de la pandémie.** Cependant, les besoins de financement du pays demeurent importants et un soutien additionnel des donateurs est nécessaire de toute urgence. Comme la FCR couvrira seulement le tiers des besoins de financement extérieur de la Mauritanie, les autorités espèrent qu'en obtenant rapidement l'approbation du décaissement au titre de la FCR, il leur sera plus facile de mobiliser des ressources additionnelles auprès des donateurs.

**Les autorités sont déterminées à reprendre leur politique économique prudente et leurs solides réformes au titre de la FEC dès que la crise s'atténuera et que l'économie se remettra en marche,** dans l'espoir de renforcer la stabilité macroéconomique, d'accroître la résilience économique du pays et de favoriser une croissance inclusive. Les autorités réitèrent leur engagement ferme à atteindre les objectifs du programme appuyé par la FEC. Elles souhaitent également réitérer leur profonde gratitude au conseil d'administration, à la direction et aux services du FMI pour leur soutien continu.